



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques (SCPP)

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement

Chambéry, le 01 AOUT 2022

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2022-052
portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter
une carrière alluvionnaire en eau**

SARL Louis BORGHESE et Cie

Commune de Chamousset (73390)

*Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement,

- titre 1^{er}, livre V et en particulier ses articles L512-1 et suivants et R512-1 et suivants ;
- titre VIII, livre 1^{er}, et en particulier l'article R.181-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et codifiée au sein du code de l'environnement, titre VIII, livre 1^{er}, relatif à l'autorisation environnementale, et en particulier ses articles L. 181-1 et suivants ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;

VU le récépissé de déclaration du 23 décembre 2013, pris au titre de la rubrique 2515-1.c de la nomenclature des ICPE, et autorisant la société BORGHESE à exploiter une installation mobile de traitement des matériaux (concassage) d'une puissance de 198 kW) au lieu-dit « Plan Local » à Chamousset ;

VU le récépissé de déclaration du 03 décembre 2020, pris au titre de la rubrique 2517-2 de la nomenclature des ICPE, et autorisant la société BORGHESE à exploiter une activité de station de transit au lieu-dit « Plan Local » à Chamousset ;

VU l'avis du 30 décembre 2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la Région Auvergne Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n° 21-520 du 08 décembre 2021 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 en cours de révision ;

VU les autres documents de planification applicables (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020, SCoT Métropole Savoie approuvé le 21 juin 2005, modifié et révisé, PLU de la commune de Chamousset approuvé dans sa dernière version le 22 novembre 2017...) ;

VU le dossier de demande d'Autorisation Unique pour le projet de restauration du lit de l'Isère en Combe de Savoie déposé auprès des services de l'État le 28 janvier 2016 ;

VU les arrêtés préfectoraux du 18 juillet 2005 et du 29 décembre 2016, antérieurement délivrés pour l'exploitation de la carrière de « Plan Local » sur le territoire de la commune de Chamousset ;

VU la demande présentée par la société Louis BORGHESE et Cie le 22 juillet 2016 ;

VU le dossier déposé à l'appui de sa demande puis complétée par les transmissions du 02 mai 2018, du 23 mars 2022 et du 12 avril 2022, en vue d'obtenir le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière alluvionnaire en eau d'une capacité maximale de 135 000 t/an sur le territoire de la commune de Chamousset ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 18 octobre 2017, formulé sur le dossier de demande d'autorisation précité et le mémoire en réponse produit par la société Louis BORGHESE ;

VU la décision en date du 06 septembre 2017 du président du tribunal administratif de Grenoble relative à la désignation d'un commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois, du 20 novembre 2017 au 20 décembre 2017 inclus sur le territoire de la commune de Chamousset ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public, réalisé dans les communes de Chamousset, Saint-Pierre-d'Albigny, Fréterive, Aiton, Bourgneuf, Chamoux sur Gelon, Châteauneuf, Betton-Bettonnet, Hauteville, Coise-Saint-Jean Pied-Gauthier ;

VU les publications de cet avis en dates du 02 novembre 2017 et du 21 novembre 2017 dans « Le Dauphiné Libéré » (édition Savoie), et des 28 octobre 2017 et 23 novembre 2017 dans « Le journal du bâtiment et des Travaux publics » ;

VU le registre d'enquête publique, les conclusions motivées et avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux recommandations ;

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Chamousset, Aiton, Chateauneuf, Bourgneuf, Chamoux sur Gelon, Hauteville, Betton-Bettonnet, Fréterive et Coise-Saint-Jean Pied-Gauthier ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 122-7 et D. 181-17-1 du Code de l'environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux, prolongeant les délais d'instruction de la demande, datés du 26 mars 2018, 11 octobre 2018, 9 mai 2019, 19 mai 2020 et 22 janvier 2021 ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 12 avril 2022 précisant la compatibilité de son projet au Schéma Régional des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 21-520 en date du 08 décembre 2021 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 08 juin 2022 ;

VU l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), formation carrière, du 20 juin 2022 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 4 juillet 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation et enregistrement respectivement sous les rubriques n° 2510.1, 2515.1.a et 2517.1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que le département de la Savoie est déficitaire en granulats et que le projet permet de répondre à des besoins d'alimentation du marché régional de granulats ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de la demande actuelle en granulat, la poursuite de l'exploitation de la carrière permet de limiter le trafic routier et les émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'approvisionnement en matériaux en provenance d'autres carrières éloignées du bassin de consommation ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante (projet bénéficiant d'une desserte optimale, inscrit en continuité d'une zone d'extraction préexistante, périmètre d'étude situé en dehors de tout espace à sensibilité écologique notable) ;

CONSIDÉRANT que le site permet l'accueil de déchets inertes recyclables et valorisables et contribue ainsi à répondre aux besoins d'exutoire du territoire en la matière en comblant pour partie le déficit prévisible au cours des prochaines années de sites d'accueil ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'Autorisation Unique pour le projet de restauration du lit de l'Isère en Combe de Savoie susvisé cite explicitement la carrière Borghèse de Chamousset comme un site de stockage potentiel des matériaux issus des opérations de restauration du lit de l'Isère ;

CONSIDÉRANT que le projet vise à renouveler un secteur dédié à l'extraction de manière industrielle depuis les années 1990 limitant ainsi l'impact environnemental par rapport à l'ouverture d'une nouvelle carrière ;

CONSIDÉRANT que le site bénéficie des aménagements déjà existants : accès sécurisés, voies de desserte, installations de traitement et de valorisation des matériaux extraits ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible aux orientations du Schéma Régional des Carrières qui encouragent notamment le renouvellement puis l'extension des carrières déjà autorisées (existantes), la limitation du recours aux ressources minérales primaires et enfin la restitution des sites au milieu naturel dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols ;

CONSIDÉRANT que, par courrier du 02 mai 2018, l'exploitant a fait part de sa décision de réviser à la baisse sa demande de production maximale annuelle de matériaux afin de répondre favorablement aux orientations du cadre régional « Matériaux et Carrière », élaboré en Rhône-Alpes en concertation avec les parties prenantes et la profession en février 2013 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du commissaire enquêteur du 15 janvier 2018 et la prise en compte des réserves émises par ce dernier relevant du Code de l'environnement dans les prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les propositions formulées par l'exploitant dans son mémoire en réponse fournie à l'issue de l'enquête publique sont de nature à réduire les nuisances ayant été exprimées au cours de cette enquête ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des dispositions du Code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Louis BORGHESE et Cie (SARL) dont le siège social est sis RD 1006, au lieu-dit « Pont Royal » à CHAMOUSSET (73390), représentée par Madame Jacqueline BORGHESE en sa qualité de gérante, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Chamousset, au lieu-dit « Plan Local », des installations détaillées dans les articles suivants et dont le périmètre est précisé sur le plan en annexe 1.

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement ;
- de renouvellement d'autorisation d'exploiter des installations de traitement des matériaux (rubrique 2515 de la nomenclature ICPE) au titre de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement (enregistrement) ;

- de renouvellement d'autorisation d'exploiter une station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (rubrique 2517 de la nomenclature ICPE) au titre de l'article L. 512-7 susvisé ;
- de déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrage, travaux et activités objet de la déclaration.

Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté abroge les prescriptions antérieures des arrêtés préfectoraux du 18 juillet 2005 et du 29 décembre 2016 et abroge par ailleurs les récépissés de déclaration du 23 décembre 2013 (rubrique 2515-1.c) et du 03 décembre 2020 (rubrique 2517-2) .

Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises au régime de la déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises au régime de l'enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE	Substances et activités concernées Capacités projetées des installations	Régime
2510-1	Carrières (exploitation de) : 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6 de la rubrique.	<ul style="list-style-type: none"> – Exploitation d'une carrière alluvionnaire en eau de matériaux silico-calcaires d'une emprise cadastrale globale de 13,24 ha dont 3,55 ha en extraction. – Production annuelle maximale : 135 000 t/an. – Production annuelle moyenne : 100 000 t/an. – Durée d'exploitation : 15 ans (dont les 3 dernières années dédiées exclusivement à la finalisation de la remise en état). – Volume du gisement brut : 1 432 000 t 	A
2515-1.a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) > 200 kW	<p>Puissance totale des installations de traitement des matériaux : 465 kW</p> <p>dont</p> <p>installations de concassage/criblage fixe : 305 kW</p> <p>Concasseur mobile : 160 kW</p>	E
2517.1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. > 10 000 m ²	<ul style="list-style-type: none"> – Zone de transit des déchets inertes (Sud) : 2 500 m² – Zone de transit et de traitement des déchets inertes (Sud-Est) : 8 500 m² <p>Superficie des aires de transit : 11 000 m²</p>	E
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules, le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	<p>Citerne de 3000 litres</p> <p>Volume annuel de carburant liquide (gazole non-routier (GNR)) distribué : 75 m³</p>	NC

A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration contrôlée / D : déclaration / NC : non classé

Article 1.2.2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature « eau »

Rubrique Eau	Désignation des activités au regard de la nomenclature « eau »	Activité sur le site	Régime
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Carrière d'une superficie de 13,24 ha	D
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris les nappes d'accompagnement des cours d'eau.	Création de 5 ouvrages de contrôle de la nappe sous-jacente	D
1.2.1.0-2	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau	Lavage des matériaux extraits et arrosage des pistes – Une pompe de 250 m ³ /h ; – Une pompe de 40 m ³ /h ; soit une capacité totale maximale de pompage de : 290 m³/heure ou 0,15 % du débit à l'étiage d'occurrence 5 ans (QMNA)	NC

Article 1.2.3 – – Situation de l'établissement

Les installations seront situées sur les parcelles uniquement en renouvellement de la commune de Chamousset désignées ci-dessous :

Lieu-dit	Section	N° parcelle	Superficie cadastrale totale (en m ²)	Superficie totale du périmètre d'autorisation visé dans la demande (en m ²)	Surface d'extraction (en m ²)
Plan Local	ZI	36	161 420	132 400	35 500
Plan Local	ZI	38 pp*	4 595		
Plan Local	ZI	39	7 600		

*pp : pour partie

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé (annexe 1) au présent arrêté préfectoral.

Article 1.2.4 – Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

I. – Le présent arrêté tient lieu d'autorisation environnementale pour les installations mentionnées à l'article 1.2.1 ci-dessus au titre des articles L. 181-1 et L. 181-2 du Code de l'environnement ainsi que d'autorisation pour les ouvrages mentionnés à l'article 1.2.2 ci-dessus au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement.

II. – La présente autorisation vaut pour l'exploitation d'une carrière alluvionnaire en eau de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation écologique et paysagère suivant les plans de phasage joints en annexe 2 du présent arrêté.

III. – L'extraction des matériaux, réalisée au moyen d'une pelle mécanique ainsi que d'une drague flottante électrique est limitée en profondeur à la cote 256 m NGF.

En cours de travaux, la hauteur maximale de la tranche d'exploitation descendante n'excédera pas 30 mètres de profondeur (sous la cote du terrain naturel).

Les cotes de fond de fouilles sont celles mentionnées sur les plans de phasage présents dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La quantité maximale des matériaux à extraire à compter de la notification de l'arrêté préfectoral est de 716 000 m³ (soit environ 1 432 000 tonnes).

La production maximale autorisée est de 135 000 tonnes/an.

La puissance des installations de traitement (concassage/criblage) des matériaux issus de la carrière, visée par la rubrique 2515, est de 465 kW.

Le volume de stockage sur site des matériaux bruts extraits est de l'ordre de 10 000 m³.

Le volume de stockage sur site des matériaux finis (après traitement) est de l'ordre de 10 000 m³.

IV. – Les apports de déchets inertes sont autorisés sur site à des fins d'opérations de recyclage (déchets inertes de toute nature) et dans le cadre des opérations de remblayage relatives à la remise en état finale du site (selon les dispositions de l'article 71.3.2 du présent arrêté).

Cette dernière sera évolutive dans la mesure où le remblayage partiel du plan d'eau sera réalisé en fonction des volumes de déchets inertes disponibles au cours des 15 années d'autorisation d'exploiter, complétés de la fraction impropre à la commercialisation issue du site lui-même (stériles de traitement, grave argileuse non valorisable à hauteur de 140 t/an seulement).

Au regard de ce qui précède, trois scénarios de remblayage ont été élaborés (hypothèses basse à 150 000 m³, moyenne à 300 000 m³ et haute à 450 000 m³). Ces derniers sont formalisés au travers de plans figurant en annexe 2.

Toutefois, l'accueil de volumes de déchets inertes supplémentaires, au-delà d'un des seuils définis ci-avant, n'impliquera pas de devoir atteindre l'hypothèse suivante.

Dès lors, le volume total admissible de déchets inertes en vue du remblayage sera au minimum de 150 000 m³ sans pouvoir excéder 450 000 m³ (soit environ 810 000 tonnes).

Dans ce cadre, les volumes de déchets inertes importés sur site pour le remblayage partiel du plan d'eau (de 10 000 m³/an en moyenne (soit environ 18 000 tonnes/an) à 30 000 m³/an (soit environ 54 000 tonnes/an) selon le scénario) sont mis en transit au niveau de deux plateformes techniques (cf tableau des rubriques ICPE à l'article 1.2.1).

La localisation des zones de transit et de traitement des déchets inertes est précisée sur le plan figurant en annexe 3.

Le volume de stockage des déchets inertes sur site en attente de valorisation est de l'ordre de 10 000 m³.

En cas de chantiers exceptionnels, la quantité maximale annuelle de déchets inertes pouvant être admise sur le site est limitée à 50 000 m³ (soit 90 000 tonnes/an).

V. – L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et du contrat de forage dont il est titulaire.

CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION

I. – L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté à la société Louis BORGHESE et Cie ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

II. – Le délai mentionné au I est suspendu jusqu'à la notification à l'exploitant d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le présent arrêté ou ses arrêtés complémentaires.

III. – L'autorisation d'exploiter la carrière et les installations de premier traitement de matériaux présentes dans l'emprise de cette dernière, est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (d'une durée de 3 ans).

Dès lors, l'extraction des matériaux ne doit plus être réalisée au-delà de 12 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Les 3 années restantes sont exclusivement consacrées à l'apport de déchets inertes extérieurs destinés à la remise en état du site.

IV. – L'exploitation des installations autorisées ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

V. – Sauf indication contraire, les mesures prescrites au titre 8 sont mises en œuvre pendant toute la durée d'exploitation et jusqu'à la remise en état complète du site.

CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS

Article 1.5.1 – Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 – Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Article 1.5.3 – Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles empêcheront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Pour les carrières, le changement d'exploitant étant soumis à autorisation préalable, le nouvel exploitant adresse au Préfet une demande d'autorisation accompagnée des documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

CHAPITRE 1.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.7 – DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 1.8 – CONTRÔLES ET ANALYSES

Conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de vibrations ou de niveaux sonores.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 1.9 – RÉCAPITULATIFS DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.9.1 – Dossier

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial ;
- Les plans tenus à jour ;
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration, non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement, non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 10 années au minimum.

Article 1.9.2 – Plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments topographiques et **bathymétriques** et notamment :

- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- Les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- Les bords de la fouille ;
- Les courbes de niveau ;
- Les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- Les dates des levés topographiques ;
- Les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- L'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- La dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- L'emplacement exact du bornage ;
- La position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;

- Les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)) ;
- Les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (avec des échelles horizontales et verticales égales) est par ailleurs réalisé afin notamment d'appréhender les pentes de stabilité naturelle des zones d'extraction mais également de justifier du respect du fruit des talus périphériques nouvellement créés dans le plan d'eau (tel que prescrit à l'article 9.1).

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.9.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés, selon les cas, pour une durée d'un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

CHAPITRE 1.10 – RÉGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

Les installations relevant de la rubrique 2515 sont régies par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des ,rubriques n° 2516 ou 2517 », exception faite des dispositions contraires du présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code de l'urbanisme, la législation relative à l'archéologie préventive, le Code de l'environnement pour les équipements sous pression, le Code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le Code minier, le Code civil et le Code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du Code du patrimoine et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

CHAPITRE 1.11 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 1.11.1 – Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Article 1.11.2 – Jours et horaires de fonctionnement

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi, hors samedis, dimanches et jours fériés, dans la plage horaire maximale suivante : 06h00 – 20h00.

Article 1.11.3 – Accès, voirie publique

L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires.

Les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie inférieure à 5 mm sont bâchées avant de sortir du site.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état des voiries nationale, départementale et communale reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités.

Article 1.11.4 – Circulation interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima : affichage du plan de circulation à l'entrée du site).

Article 1.11.5 – Moyen de pesée

Le site est équipé d'un dispositif de pesée permettant de mesurer le tonnage de matériaux. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement, en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

Article 1.11.6 – Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès.

À l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

CHAPITRE 1.12 – DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS

L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets rend obligatoire la télédéclaration de l'activité annuelle de la carrière au titre de l'environnement et de la santé et sécurité au travail.

Cette télédéclaration des données de l'année est effectuée avant le 1er avril de l'année n + 1 sur le site

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>

(GEREP)

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET

Article 2.1.1 – Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Aucun rejet atmosphérique canalisé n'est prévu.

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 2.1.2 – Réduction des émissions de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend toute disposition utile pour prévenir et limiter l'émission et la propagation de poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

À cet effet :

- Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- La vitesse des poids-lourds et engins de carrière circulant sur le site est limité à 20 km/h. En tout état de cause, la vitesse sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. À cet effet, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin ;
- Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent. Cette obligation est notifiée aux clients et contrôlée par l'exploitant de la carrière. ;

- Les chantiers, les pistes de roulage, les zones non enherbées (zones d'exploitation) et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques s'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.

Article 2.1.2 – Prévention des émissions de poussières à l'installation de traitement

Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

L'aspersion au niveau des convoyeurs, des points de chute... devra, le cas échéant, être mise en place.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux, implantés en tant que de besoin, sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 3.1.1 – Dispositions générales

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Article 3.1.2 – Rétentions et confinement

Article 3.1.2.1 – Rétentions

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

II. Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux météoriques s'y versant.

IV. Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

V. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

VI. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

VII. Les éléments thermiques et hydrauliques ainsi que les réservoirs d'alimentation situées dans les installations de traitement fixes ou mobiles sont également équipées de cuvettes de rétention.

VIII. En cas d'intervention exceptionnelle sur les engins dans le site d'excavation, des bacs de rétention mobiles de capacité suffisante sont mis en place.

Article 3.1.2.2 – Produits absorbants

Le site dispose d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque ainsi que des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire à leur mise en œuvre doivent également être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir par le personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

Le personnel de la carrière est informé de cette consigne et est formé à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant (au moins tous les 3 ans).

Article 3.1.2.3 – Gestion des eaux d'extinction incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées de manière à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.

L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement :

Matières en suspension totales	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

Article 3.1.3 – Produits biodégradables

Dès lors qu'ils sont disponibles sur le marché, les lubrifiants, fluides hydrauliques et tous autres produits utilisés pour assurer le fonctionnement des matériels utilisés pour extraire les matériaux dans la nappe phréatique ou à proximité immédiate sont biodégradables.

Article 3.1.4 – Prévention du risque inondation

Le site est situé en zone Ri du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) de la Combe de Savoie. Toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques de pollution en cas d'inondation.

Article 3.1.4.1 – Gestion du risque inondation

Le cas échéant, toutes les dispositions sont prises pour que tous les volumes de stockage impactant l'écoulement de la crue décennale soient compensés.

Pour chaque phase d'exploitation, un plan de stockage des matériaux définit les zones de stockage autorisées et les compensations mises en œuvre. Ce plan est mis à jour autant que nécessaire et est tenu à la disposition de l'inspection.

Les remblais définitifs ne devront en aucun cas avoir une cote altimétrique supérieure au terrain naturel initial.

Article 3.1.4.2 – Contrôle des objets flottants et des produits et substances dangereux ou polluants

Le stockage des produits et substances dangereux ou polluants est effectué à une cote maintenant au moins 1 mètres au-dessus de la cote de référence (établie à **286,30 m NGF**). Le cas échéant, les orifices et événements non étanches sont rehaussés pour mise hors d'eau.

Les conditions de stockage des produits et substances précitées ainsi que l'implantation de constructions légères (type bungalow de chantier) sont réalisées de façon à ce qu'ils ne puissent ni être entraînés ni polluer les eaux (lestage, ancrage...).

Article 3.1.5 – Approvisionnement/distribution en carburant

Le site est équipé d'une unique citerne de stockage des hydrocarbures à double paroi et d'une capacité de 3 000 litres. Cette dernière est réapprovisionnée, par une entreprise agréée, au moyen d'un camion-citerne.

L'approvisionnement de la citerne d'hydrocarbures ainsi que le remplissage des engins sont réalisés sur une aire couverte, étanche aux produits susceptibles d'y être répandus, et conçue de manière à permettre le drainage et la récupération totale des égouttures et des déversements accidentels.

Cette aire dispose d'une surface englobant les zones situées entre la bouche de réception en produit de la citerne fixe et les vannes des réservoirs mobiles ainsi que le cheminement des flexibles. Cette surface est au minimum un rectangle de 3 mètres de large et de 4 mètres de longueur.

L'installation de distribution de liquides inflammables est équipée d'un pistolet à arrêt automatique et est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).

Article 3.1.6 – Entretien des engins

L'entretien courant et le lavage des engins de chantier sont réalisés au droit d'une aire couverte et étanche permettant la récupération totale des égouttures et des déversements accidentels.

Cette aire technique peut être confondue avec l'aire de dépotage précitée.

Elle est munie d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures permettant de séparer les matières en suspension et les hydrocarbures des eaux collectées.

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Il est muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Le décanteur-séparateur est entretenu et nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et à minima une fois par an (vidange des hydrocarbures et des boues et vérification du bon fonctionnement de l'obturateur).

L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés auprès d'un éliminateur agréé.

Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres des aires techniques visées aux articles 3.1.2 et 3.1.3 ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci.

Article 3.1.7 – Circulation des engins

Afin de limiter le risque de pollution lié à la circulation des engins au sein de la carrière, plusieurs mesures d'évitement sont prises :

- Le nombre maximal d'engins pouvant circuler sur le site est limité à 2 (réduction du risque de collision) ;
- Les pistes d'accès et de circulation sont suffisamment larges et déblayées ;
- Le plan de circulation et les dossiers de prescription sont communiqués au personnel concerné (limitation des vitesses, définition des priorités...) et affichés à l'entrée du site.

CHAPITRE 3.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 3.2.1 – Origine des approvisionnements en eau

I. Les locaux (actuels et futurs) présents sur le site (bureaux, sanitaires...) sont raccordés au réseau d'adduction d'eau potable communal.

II. L'alimentation en eau du réseau d'aspenseurs pour l'arrosage des pistes (abattage des poussières) est réalisé au moyen d'une pompe (débit de 40 m³/h) alimentée par un forage en nappe. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

III. L'exploitant indique, dans une consigne, les dispositions prises pour l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

IV. L'alimentation en eau de l'installation de traitement (lavage des matériaux extraits) est réalisé au moyen d'une pompe (débit de 250 m³/h) prélevant l'eau dans le plan d'eau de la gravière.

Le prélèvement maximum effectué dans le milieu naturel pour les besoins des installations de traitement du site ne peut dépasser 75 m³/h ni 75 000 m³/an (puissance des installations supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW).

V. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.

CHAPITRE 3.3 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 3.3.1 – Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 3.4.1 du présent arrêté est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 3.3.2 – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Ce plan mentionne notamment l'emplacement du séparateur d'hydrocarbure et de la plateforme de parage et d'alimentation en carburant.

Article 3.3.3 – Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

CHAPITRE 3.4 – TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET

Article 3.4.1 – Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les catégories d'effluents suivantes :

- « **Eaux pluviales non polluées** » (EPnp) : eaux météoriques n'étant pas en contact ni avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués. Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures peuvent être considérées comme eaux pluviales non polluées.
- « **Eaux pluviales polluées** » (EPp) : eaux météoriques ruisselant sur des secteurs imperméabilisés ou non et susceptibles d'être pollués.
- « **Eaux usées** » (EU) : effluents liquides provenant des différents usages domestiques de l'eau du personnel (toilettes, cuisines, etc.), essentiellement porteuses de pollution organique.
- « **Eaux industrielles** » (EI) : effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations.
- « **Eaux résiduaires** » : effluents liquides susceptibles d'être pollués (EPp, EU et EI) rejetés du site vers un exutoire extérieur au site.

Article 3.4.2 – Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentant les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1	N° 2	N° 3	N° 4
Nature des effluents	EPnp	EPp	EU	Eaux de la gravière
Type de rejet	Infiltration sur site	Infiltration sur site	Infiltration sur site	Surverse du plan d'eau (chenal)
Traitement avant rejet	Sans Objet	Bassin de décantation/décanteur -déshuileur	Fosse septique et filtre à sable	Dispositif de filtration (boues et hydrocarbures)
Milieu naturel récepteur	Sous-sol	Sous-sol	Sous-sol	Ruisseau « La Bialle »

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les eaux souterraines, les plans et cours d'eau sont interdits.

Article 3.4.3 – Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eaux industrielles des installations de traitement des matériaux sont interdits.

Ces eaux sont intégralement recyclées.

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Article 3.4.4 – Eaux pluviales de ruissellement

Les eaux pluviales non polluées (EPnp) tombées sur le périmètre de la carrière sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont infiltrées in-situ dans les sols ou dans des fossés d'infiltration au sein des sables et graviers qui composent le sous-sol.

La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.

L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont néanmoins à privilégier dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

Article 3.4.4.1 – Prescriptions particulières relatives à la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la plateforme de transit et de traitement des déchets inertes implantée en bordure de la RD 1006 au Sud-Est du site

La plateforme de transit et de traitement des déchets inertes localisée au Sud-Est du site ayant été constituée au moyen de déchets pour partie non inertes (au sens de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2517...), les eaux pluviales ruisselant sur cette plateforme sont à considérer comme étant susceptibles d'être polluées (EPp). Dès lors, les dispositions ci-après sont mises en œuvre :

- Une couche de roulement formée d'un sol compact est mise en place sur les surfaces/secteurs utilisés par les engins de chantier. Cette couche fait l'objet d'un entretien régulier ;
- Afin de limiter la stagnation des eaux pluviales en surface, la plateforme dispose d'un pendage favorisant l'évacuation des eaux pluviales ;
- Un dispositif de collecte des eaux pluviales de ruissellement est maintenu en permanence en périphérie de la plateforme.

Les eaux de ruissellement ainsi collectées sont acheminées vers un bassin étanche puis sont traitées au travers d'un décanteur/déshuileur avant rejet pour infiltration sur site (point de rejet n° 2).

Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- Matières en suspension totales (MEST) : 35 mg/l ;
- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

CHAPITRE 3.5 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant surveille l'impact de l'activité du site sur les eaux souterraines d'un point de vue quantitatif (suivi du niveau piézométrique) et qualitatif. Cette surveillance est réalisée au moyen d'un réseau de mesure constitué de piézomètres dont le nombre, la profondeur, la disposition sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.5.1 – Localisation des points de surveillance

Le réseau de surveillance est composé à minima de **4 piézomètres** implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site et ceci conformément aux résultats de l'étude hydrogéologique précitée :

- **Piézomètre amont PZ 1** (à l'amont de la plateforme en remblais, implantée au Sud, le long de la RD 1006) ;
- **Piézomètre aval PZ 3** (à l'aval de la plateforme précitée) ;
- **Piézomètre aval PZ 5** (au Sud-Est du plan d'eau) ;
- **Piézomètre aval PZE 4** (à l'Ouest du plan d'eau, vers le chenal de sortie de la gravière).

Un point de surveillance aval additionnel ("**PUIT**"), constitué par le puit de prélèvement d'eau de nappe (pompage) est également présent au Sud du site.

L'implantation des points de mesures est précisée sur le plan figurant en annexe 5.

Article 3.5.2 – Surveillance des niveaux d'eau de la nappe

Une mesure du niveau piézométrique est réalisée par l'exploitant **à fréquence mensuelle**.

Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

Article 3.5.3 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée, **à fréquence semestrielle** (en période de basses eaux et de hautes eaux) au moyen du réseau de surveillance prescrit à l'article 3.5.1.

Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

Les paramètres suivants seront analysés selon des normes reconnues (cf. annexe I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

Paramètres analysés :

Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont :

le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), la demande biochimique en oxygène (DBO5), les matières en suspension (MEST), la Fraction Soluble, les hydrocarbures (C10 à C40), Indice Phénols, le Carbone Organique Total (COT), l'azote Kjeldghal, nitrates, les Chlorures, les Fluorures, les Sulfates (SO_4^{2-}), les BTEX (benzène, toluène, éthyl-benzène et xylènes), les COHV (composés organo-halogénés volatils), les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques 16 composés), les PCB (biphényles polychlorés 7 congénères), 8 métaux toxiques (Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc), Aluminium, Antimoine, Sélénium, Molybdène, Fer et Manganèse.

Article 3.5.4 – Réalisation et équipement de l'ouvrage

Les forages sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR NF X 10-999 d'Avril 2007.

L'organisation du chantier prend en compte les risques de pollution, notamment par déversement accidentel. Les accès et stationnements des véhicules, les sites de stockage des hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier.

Le site d'implantation est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des ouvrages.

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des ouvrages de suivi, doivent être obligatoirement assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation des forages doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace inter-annulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage.

Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Les injections de boue de forage, le développement de l'ouvrage, par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, obturations et autres opérations dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains doivent être effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et à préserver la qualité des eaux souterraines.

En vue de prévenir toute pollution du ou des milieux récepteurs, le déclarant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par décantation, neutralisation ou par toute autre méthode appropriée, des déblais de forage et des boues et des eaux extraites des forages pendant le chantier. Les dispositifs de traitement sont adaptés en fonction de la sensibilité des milieux récepteurs.

Le déclarant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

À la surface de chaque ouvrage de suivi, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 mètre de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.

En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou rehaussée (au-dessus de la cote de référence fixée à l'article 3.1.4.2) pour mise hors d'eau.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de l'ouvrage de suivi. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur est interdit par un dispositif de sécurité.

Sur chaque ouvrage de suivi est apposé, de manière indélébile, le numéro du piézomètre. Celui-ci est a minima le numéro attribué par la Banque de donnée du Sous-Sol (BSS). L'exploitant peut y ajouter un deuxième numéro à son usage interne.

Les conditions de réalisation des ouvrages de suivi doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les ouvrages font l'objet d'un nivellement de la cote de tête de puits et d'une géolocalisation en coordonnées Lambert II étendu par un géomètre. Ils sont raccordés au système de nivellement général français (NGF).

Le repère du nivellement est apposé de manière indélébile sur le capot de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages.

La coupe géologique du terrain, et la coupe technique, pour chaque ouvrage, établies durant les travaux de forage, ainsi que les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...), la nature du repère de nivellement, et les modalités d'équipement des ouvrages, sont archivées par l'exploitant.

L'exploitant s'assure que la déclaration de sondage a été réalisée auprès du service compétent de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, en vue de sa prise en compte dans la banque nationale de données du Sous-Sol (BSS).

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Article 3.5.5 – Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage est signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

□ Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage est déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée sont assurés.

□ Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête peut être enlevée et le forage est comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite (ou équivalent) jusqu'à - 5 m et le reste est cimenté (de - 5 m jusqu'au sol).

CHAPITRE 3.6 – SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES

L'exploitant surveille également l'impact de l'activité du site sur les eaux superficielles d'un point de vue quantitatif (suivi du niveau de la gravière) mais également qualitatif.

Article 3.6.1 – Surveillance des niveaux d'eau de la gravière

Une mesure du niveau du plan d'eau de la gravière est réalisée à **fréquence mensuelle** au moyen d'un réseau composé de **3 échelles limnimétriques** :

- **Échelle (E1)** implantée sur le plan d'eau à l'Est ;
- **Échelle (E2)** implantée sur le plan d'eau au Sud-Ouest ;
- **Échelle (E3)** implantée sur le chenal de sortie de la gravière à l'Ouest.

Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

L'implantation des échelles limnimétriques est précisée sur le plan figurant en annexe 5.

Article 3.6.2 – Surveillance de la qualité des eaux superficielles

Une surveillance de la qualité des eaux de la gravière est réalisée à **fréquence semestrielle**.

En fonction des résultats obtenus et sur la base d'un historique d'au moins quatre années, la fréquence des analyses ainsi que la liste des paramètres analysés pourront être allégées à la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3.6.2.1 – Paramètres analysés

La surveillance de la qualité des eaux de la gravière porte sur les paramètres suivants :

- pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, MES, PCB, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8 métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fer, Manganèse, Chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT.

Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.

Article 3.6.2.2 – Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel

Le plan d'eau de la gravière surversant vers le ruisseau « La Bialle », les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent, après filtration, les valeurs limites suivantes (point de rejet n° 4) :

- Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- La température est inférieure à 30 °C ;
- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Article 3.6.2.3– Prescriptions particulières concernant l'aménagement de la surverse du plan d'eau de la gravière (chenal) vers le ruisseau « La Bialle » sur le secteur Nord-Ouest du site

Le chenal permettant la surverse du plan d'eau de la gravière vers le ruisseau « La Bialle » (point de rejet n° 4) est équipé d'un dispositif de filtration permettant notamment la rétention des hydrocarbures en cas de pollution accidentelle.

Les caractéristiques techniques de ce dispositif, de même que les modalités d'entretien (nature, périodicité...) font l'objet d'une note technique préalablement validée par un bureau d'étude compétent.

Ce dispositif est implanté préalablement à la reprise des opérations d'extraction dans le plan d'eau.

Les opérations de contrôle et de maintenance du dispositif font l'objet d'une traçabilité dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.

CHAPITRE 3.7 – TRAÇABILITÉ ET SUIVI DES RÉSULTATS

Article 3.7.1 – transmission des résultats

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.

L'ensemble des résultats ainsi que leur interprétation sont consignés dans un document (registre/tableaux....), éventuellement sous forme électronique, comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.7.2 – Définition des valeurs seuils et mesures correctives en cas de dépassement de seuil au niveau du réseau de surveillance

Par mesure de précaution, les seuils pris en compte dans ce protocole sont les limites et références de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique.

Dans l'hypothèse où les résultats d'analyses mettent en évidence une évolution défavorable au niveau des eaux souterraines ou superficielles, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la dérive ou de la pollution constatée.

Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En cas de dépassement d'une valeur seuil au niveau du réseau de surveillance prescrit à l'article 3.5.1 du présent arrêté, l'exploitant met en oeuvre un **protocole d'alerte** comprenant la mise en place d'une « surveillance rapprochée » sur le(s) paramètre(s) considéré(s).

À cet effet, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées à fréquence mensuelle pour ce qui concerne le(s) paramètre(s) en cause et éventuellement complétées par d'autres.

En cas de pollution confirmée, les mesures suivantes sont mises en oeuvre par l'exploitant :

- Mise en place d'un « plan d'action et de surveillance renforcée » (**doublement de la fréquence de mesures précédemment prescrite** sur les points présentant des anomalies afin de juger de l'importance de l'évolution des concentrations) ;
- Communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Article 3.7.3 – Bilan annuel

L'exploitant procède annuellement à une interprétation critique des résultats obtenus :

- comparaison amont/aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années antérieures ;
- comparaison des résultats obtenus par rapport aux simulations initialement réalisées.

Ce bilan annuel fait l'objet d'un rapport de synthèse tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées de la DREAL.

En fonction des résultats des campagnes de mesure (démontrant qu'un allègement ou au contraire qu'un renforcement est rendu possible ou nécessaire), la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et analyses (liste des paramètres à analyser...) pourront à tout moment être revues à la demande de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.8 – ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LA SURVEILLANCE EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas de sécheresse, dès le niveau de vigilance, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information et sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, la surveillance accrue des rejets d'effluents aqueux et la prévention des pollutions accidentelles.
- Affichage de consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle (locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, et locaux où sont mis en oeuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau).

- Information de l'inspection des installations classées concernant les périodes d'arrêt prévues.
- Vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents aqueux pollués ou susceptibles d'être rejetés.
- Vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure (débit et qualité des rejets d'effluents aqueux).

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Interdiction des usages de l'eau qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de l'installation ;
- Réduction au strict minimum des usages de l'eau nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations sans réduction de l'activité ;
- Report des opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien de la réduction des impacts poussière.

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte renforcée, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Limitation des flux polluants dans les rejets canalisés pouvant nécessiter une réduction d'activité.

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau de crise, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Interdiction des usages non prioritaires de l'eau.

L'ensemble des actions entreprises par l'exploitant dans le cadre d'un épisode de sécheresse fait l'objet d'une traçabilité au fil de l'eau et est formalisé au travers d'un document tenu à la disposition de l'inspection.

TITRE 4 – DECHETS PRODUITS SUR LE SITE

CHAPITRE 4.1 – DÉCHETS

Article 4.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justificatifs nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code susvisé.

Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.43-66 à R.543-72 du même code.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 4.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 4.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 4.1.5 – Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 4.1.6 – Registre

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

À cet effet, l'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant.

Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 4.1.7 – Transport

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 4.1.8 – Plan de gestion des déchets d'extraction

Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Ce plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;

s'il y a lieu, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ».

TITRE 5 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1 – Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 5.1.2 – Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

De préférence, les avertisseurs de recul sont du type « cri du lynx ».

Article 5.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 5.1.4 – Mesures additionnelles

Les activités susceptibles d'être à l'origine d'émissions sonores (engins...) sur la carrière ne peuvent pas commencer avant 7 h du matin.

CHAPITRE 5.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 5.2.1 – Surveillance des émissions sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Un contrôle du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la reprise d'exploitation de la carrière puis périodiquement tous les trois ans.

La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables (fonctionnement de la carrière et des installations de traitement de matériaux).

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

La définition de la localisation des points de mesures est précisée en annexe 4.

Article 5.2.2 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Article 5.2.3 – Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré (LA_{eq}).

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci, sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 5.2.2 ci-avant, dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des niveaux limites de bruit ci-dessus ou des valeurs limites d'émergence stipulées à l'article 6.2.1 ci-dessus, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

CHAPITRE 5.3 – VIBRATIONS

Article 5.3.1 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 5.4 – ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 5.4.1 – Émissions lumineuses

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

TITRE 6 – PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 6.1 – SUBSTANCES DANGEREUSES

Article 6.1.1 – État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Article 6.1.2 – Connaissance des produits – Étiquetage

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux.

CHAPITRE 6.2 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 6.2.1 – Intervention des services de secours

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 6.2.2 – Moyens de lutte contre l’incendie

Article 6.2.2.1 – Définition générale des moyens

L’exploitant met en œuvre des moyens d’intervention conformes à l’étude de dangers.

L’installation est dotée de moyens de lutte contre l’incendie appropriés aux risques, notamment :

- D’un moyen permettant d’alerter les services d’incendie et de secours ;
- De plans des locaux facilitant l’intervention des services d’incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- D’extincteurs appropriés aux risques, bien visibles et facilement accessibles, à proximité des installations à risques d’incendie (installation de concassage criblage, stockage de produits combustibles, armoires électriques...) ;
- Les engins d’exploitation mobiles sont munis d’au moins un extincteur à poudre polyvalent et normalisé ;
- les agents d’extinction sont bien visibles, facilement accessibles, appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l’incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l’installation et notamment en période de gel.

La configuration de l’installation permet l’évacuation rapide des véhicules en cas d’incendie.

Article 6.2.2.2– Entretien des moyens d’intervention – Formation du personnel

L’exploitant s’assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l’incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et leur bon fonctionnement vérifié par un technicien compétent au moins une fois par an.

Les rapports d’entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l’inspection des installations classées et de l’organisme en charge des contrôles périodiques.

Le personnel est formé à l’utilisation des matériels de lutte contre l’incendie et des moyens de secours.

CHAPITRE 6.3 – PLANS ET CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- L’interdiction d’apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l’interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d’incendie ou d’explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l’objet d’un « permis de feu » et en respectant les règles d’une consigne particulière ;
- Les procédures d’arrêt d’urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides) ;
- L’interdiction de tout brûlage à l’air libre de déchets verts, déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux ;
- La procédure d’alerte avec les numéros de téléphone du responsable d’intervention de l’établissement, des services d’incendie et de secours, etc. ;
- L’obligation d’informer l’inspection des installations classées en cas d’accident ;
- La localisation des moyens d’extinction à utiliser en cas d’incendie ;
- la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

CHAPITRE 6.4 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Article 6.4.1 – Installations électriques

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique.

La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

TITRE 7 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

CHAPITRE 7.1 – CARRIÈRES

Article 7.1.1 – Aménagements préliminaires

Article 7.1.1.1 – Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
- la liste des déchets inertes autorisés

Article 7.1.1.2 – Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;

2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 71.1.3 – Réseau de dérivation des eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du Code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 71.1.4 – Travaux préliminaires à l'exploitation

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 1.11.3 à 1.11.6, 3.4.3.1, 3.6.2.3 et 71.1.1 à 71.1.3.

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Chamousset la mise en service de la carrière.

Dans sa notification au préfet, l'exploitant joint le document mentionné à l'article 9.3.3 (justification de l'établissement des garanties financières).

Article 71.2 – Dispositions particulières d'exploitation

Article 71.2.1 – Déboisement, Défrichage et décapage des terrains

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains doivent être réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. À ce titre, le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2,5 mètres. Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par-dessus, avant leur remise en place définitive. Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie, buddleia...) de ces stocks ainsi que le phénomène d'érosion en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.

Article 71.2.2 – Modalités d'exploitation

L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation de juillet 2016 mis à jour en mai 2018.

L'avancement de l'exploitation s'effectuera par tranches successives vers les limites cadastrales de la carrière, du Nord-Ouest vers le Sud-Est en direction de la RD 1006.

Le mode d'exploitation est le suivant :

- Décapage de la découverte (terre végétale et stériles) ;
- Stockage de la terre végétale en périphérie immédiate de la zone d'exploitation, en attente d'être repris pour les ultimes opérations de remise en état du site ;
- Extraction à sec des matériaux sur environ 2 mètres puis sous eau jusqu'à la limite basse prescrite ;
- Transport des matériaux par bandes flottantes jusqu'à la zone de traitement ;
- Stockage temporaire des matériaux extraits sur le carreau de l'exploitation (égouttage) ;
- Reprise des matériaux par chargeuse jusqu'aux installations de traitement du site ;

- Stockage temporaire des matériaux inertes, avant emploi dans le cadre des opérations de remise en état. En parallèle, opérations de recyclage de certains volumes de déchets inertes ;
- Réaménagement du site coordonné à l'avancement de l'exploitation dont remblayage partiel de la fouille en eau ;
- Nivellement des terrains à l'aide d'une couche végétale avec restitution de la pente naturelle générale du terrain inclinée en direction de l'Ouest afin de garantir un écoulement optimal des eaux superficielles ;
- Végétalisation (ensemencement/ plantation) de certains secteurs avec des plantes inféodées au milieu local.

Article 7.1.2.3 – Extraction

L'extraction de matériaux est réalisée selon la méthode dite « en fosse » avec extraction des matériaux (hors et sous eaux) au moyen d'engins mécaniques (drague flottante, pelle, chargeuse...).

L'utilisation des explosifs est interdite.

La puissance moyenne du gisement visé est de 30 m.

L'exploitation est limitée en profondeur suivant la cote maximale est de 256 m NGF.

Les exploitations de carrières en nappe alluviale ne doivent pas créer de risque de déplacement du lit mineur des cours d'eau à proximité, faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit.

Article 7.1.2.4 – Phasage d'exploitation

Le phasage d'exploitation reporté sur les plans figurant en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté.

Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Savoie.

L'exploitation du site se réalisera en 3 phases de 5 années environ (les trois dernières années étant complètement consacrées au réaménagement).

Le gisement total à exploiter représente environ 1 432 000 t (716 000 m³). Le phasage des travaux d'extraction est réalisé sur la base d'une production moyenne de 100 000 tonnes par an pendant 12 années d'exploitation

• Phase T0* + 5 ans : (*T0 : date de l'arrêté préfectoral)

Les travaux d'extraction concerneront la partie Ouest et Nord de la zone d'extension (casiers 1 à 5 sur les plans de phasage).

La première période quinquennale verra le remblayage (secteurs en jaune sur plans de phasage) de la partie Nord-Est du plan d'eau actuel avec une progression dans le sens Nord-Ouest – Sud-Est (années 3 à 5).

La cote moyenne du terrain remblayé le long de la voie SNCF sera de **286 m NGF**, identique à celle du terrain naturel initial.

• Phase T0 + 10 ans :

Les travaux d'extraction se poursuivront en direction de la RD 1006 (casiers 6 à 10).

La seconde période quinquennale verra le remblayage de la partie Est du site, le long du remblai de la voie SNCF avec un réaménagement coordonné en zone naturelle (secteurs en vert sur les plans de phasage).

La pente du talus nouvellement créé sous eau sera de 2/5,5.

- **Phase T0 + 15 ans :**

La dernière période quinquennale (années 11 à 15) verra la fin de l'extraction à la 12^e année (casiers 11 et 12) ainsi que la remise en état finale du site avec le remblayage de l'extrémité Est pendant les 3 dernières années de l'autorisation et avec un réaménagement coordonné en zone naturelle.

La cote moyenne du terrain remblayé sera celle du terrain naturel initial, soit **286 m NGF**.

- **Nota :**

3 scénarios de remblayage ont été définis. Selon le scénario réalisé (hypothèse basse moyenne ou haute), seule la surface remblayée (longueur du linéaire) diffère au regard des volumes de déchets inertes disponibles et mis en remblai (respectivement 150 000 m³, 300 000 m³ ou 450 000 m³).

Article 71.2.5 – Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 71.2.5.1– Dispositions particulières concernant la protection de la digue de l'Isère et de la voie ferrée bordant le site de la carrière

Sur certains secteurs de la carrière, la distance de retrait prescrite ci-avant est aménagée/augmentée selon les dispositions suivantes :

- Une bande de terrain de **60 mètres** sera préservée à compter du pied de talus de la digue de l'Isère longeant la RD 1006 au Sud-Est du site ;
- Une bande de terrain de **30 mètres** sera préservée à compter de l'axe de la voie SNCF bordant le site du Nord à l'Est. Cette distance de retrait sera de 15 mètres minimum à partir du pied du remblai de la voie ferrée.

Article 71.3 – Remblayage

Article 71.3.1 – Généralités

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les apports de déchets inertes extérieurs sont notamment autorisés dans le cadre des opérations de remblayage relatives à la remise en état finale du site (remblayage partiel du plan d'eau).

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les déchets inertes utilisés pour le remblayage partiel et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 71.3.2 – Nature, quantités et provenance des déchets inertes admissibles

La nature des déchets admissibles ainsi que les déchets interdits sont précisés au chapitre 7.2.

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les volumes de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.4.

Les déchets inertes admis sur le site pour les opérations de remblayage proviennent exclusivement des chantiers du département de la Savoie ainsi que des départements limitrophes (chantiers du BTP, chantiers exceptionnels (Tunnel Euralpin Lyon-Turin, curage de l'Isère par le SISARC (Syndicat Mixte de l'Isère et de l'Arc en Combe de Savoie)...).

Un minimum de 50 % des déchets inertes admis provient du département de la Savoie.
L'exploitant prend les mesures organisationnelles lui permettant d'attester du respect de ce flux minimum à la demande du service d'inspection.

Article 7.1.3.3 – Conditions d'exploitation

I – L'exploitant tient à jour un plan topographique et bathymétrique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 7.2.2.6. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site.

II – L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumis aux intempéries.

III- L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

Article 7.1.3.4 – Conditions d'admission des déchets inertes

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Par ailleurs, l'exploitant respecte, dans le cadre de l'admission des déchets inertes pour le remblayage, le chapitre 7.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE – ADMISSION DES DÉCHETS INERTES

Article 7.2.1 – Déchets admissibles pour le remblayage de la carrière

Seules les familles de déchets figurant dans le tableau ci-après sont autorisés à être admis sur site dans le cadre des opérations de remblayage :

CHAPITRE DU DÉCHET (art. R. 541-8 du Code de l'environnement)	CODE DÉCHET (art. R. 541-8 du Code de l'environnement)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17. Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et pierres provenant de sites contaminés.
20 02. Déchets de jardins et de parcs	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Article 7.2.2 – Dispositions communes

Ne peuvent être admis que les déchets non dangereux inertes qui respectent les dispositions du présent arrêté.

Article 7.2.2.1 – Déchets interdits

Les déchets interdits sur le site sont :

- Les déchets provenant de sites potentiellement contaminés ou d'installations de traitement de terres polluées ;
- Les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- Les déchets non dangereux non inertes tels que définis à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- Les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- Les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en VUe de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- Les déchets radioactifs ;
- les matériaux inertes contenant de l'amiante.

Article 7.2.2.2 – Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que la nature des déchets est strictement conforme aux dispositions de l'article 7.2.1 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure notamment que ces déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), et avant leur arrivée dans la carrière, **l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe 8.**

Article 7.2.2.3 – Document préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- L'origine des déchets ;
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00 ;
- La quantité de déchets concernée.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 7.2.2.2.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 7.2.2.4 – Contrôles

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Avant d'être poussés en remblayage, les matériaux apportés sur le site doivent être déchargés préalablement dans une zone distincte.

Article 7.2.2.5 – Accusé-réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- La date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Article 7.2.2.6 – Registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission (éventuellement sous format électronique) comprenant les éléments visés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 543-43-1 du Code de l'environnement.

Sont notamment consignés pour chaque chargement de déchets présenté :

- La date de réception ;
- La date de l'accusé d'acceptation des déchets ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement,
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets,
- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- Le résultat du contrôle visuel et olfactif et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- En cas de remblayage avec les déchets admis, la localisation du stockage des déchets admis sur le plan de suivi du remblayage (cf. point I de l'article 7.1.3.3) ;
- Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 8 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES EN FAVEUR DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la Faune et de la Flore détaillés ci-dessous, issus du dossier de demande d'autorisation environnementale, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

CHAPITRE 8.1 – MESURES DE RÉDUCTION

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de réduction listées ci-après.

Article 8.1.1 – R1 : Limitation au maximum des emprises de travaux

Les pelouses à végétation anthropique des bordures perturbées ainsi que le fragment de forêt alluviale à Aulne et Frêne doivent être préservés.

Ces mesures concernent tout le linéaire composé des bordures Est/Ouest de la zone d'extension.

À cet effet, une mise en défens (mise en place d'une clôture temporaire fixant un point de repère visuel à ne pas dépasser lors de la réalisation des travaux) est réalisée avant le début des travaux d'exploitation sur les secteurs ou les enjeux écologiques sont situés à proximité immédiate de la zone de travaux de manière à limiter les impacts sur les habitats dans le temps et dans l'espace (habitats des forêts hygrophiles et lisières) et les espèces faunistiques associées.

Ce balisage doit être remarquable afin que son identification soit claire. L'exploitant s'assure du maintien de ce balisage pendant toute la durée des travaux.

La nature des dispositifs de mise en défens (chaînette, rubalise, barrière « Heras »...) de même que l'implantation précise de la clôture seront définies en collaboration avec un expert-écologue.

Ce balisage évitera ainsi tout empiètement sur l'espace naturel durant la phase d'exploitation. Enfin, le plan de circulation pourra faire l'objet de concertation et de validation par une assistance environnementale (structure externe composée d'ingénieurs écologues).

Article 8.1.2 – R2 : Restauration écologique des berges de la bordure Nord-Est du plan d'eau et translocation d'espèces

Modelage des berges :

- Création d'une pente douce pour former une marge exondée sur une largeur de 20 m ;
- Création d'un replat au-dessus du niveau d'eau maximal 10 m de large.

Ces deux unités structurales doivent être modelées sur la zone de dépôt de remblais, au niveau de la bordure Nord-Est. La structuration du sol est constituée de substrat de matériaux inertes (gravats, blocs, pierres...) sur lequel est déposé une couche de 50 cm de sol limoneux extrait des interstices de l'actuelle zone de dépôt (sol constitué d'éléments fins compactés).

Article 8.1.3 – R3 : Translocation d'espèces

Translocation de deux espèces patrimoniales :

- **Blackstonie acuminée (*Blackstonia acuminata*)**, espèce annuelle barochore :
 - Récupération de la couche superficielle du sol à travers le passage d'une lame sur une profondeur de 10 cm sur l'ensemble des stations préalablement délimitées ;
 - Dépôts du sol récupéré sur le site d'accueil (replat remodelé avec sol limoneux de 50 cm de profondeur) et répartition homogène sur la surface d'au moins 500 m².

- **Calamagrostide pourpre (*Calamagrostis phramitoïdes*)**, espèce vivace géophyte à rhizomes :
 - Décaissement de l'unique station présente et la translocation sur une berge modelée au Nord-Est. Ceci permet de réallouer directement les propagules présentes sur site (rhizomes et graines) ainsi que le sol qui y est associé sur les berges réaménagées de la bordure Nord-Est.

Article 8.1.4 – R4 : Lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes

L'exploitant prend toutes les dispositions (mesures préventives et curatives précoces adaptées) pour lutter contre la prolifération des espèces végétales invasives durant toute la durée d'exploitation et durant les cinq années suivant la fin de la remise en état finale à l'issue de l'exploitation.

De manière générale :

- Tout usage de produits chimiques est proscrit ;
- Les stations d'espèces invasives identifiées sur le périmètre d'exploitation sont éradiquées puis évacuées en centre de traitement agréé ;
- Tout nouveau foyer éventuel de plante invasive apparaissant en phase d'exploitation est éliminé par les moyens adaptés selon la plante. Les rémanents sont gérés par les moyens adaptés garantissant l'absence de dissémination.
- Les actions préconisées portent notamment sur l'arrachage manuel des jeunes plants (taille inférieure à 80 cm de haut) ainsi que sur le dessouchage mécanique des individus plus matures.
- L'objectif est de maîtriser ponctuellement la prolifération de ces espèces afin de permettre à la végétation indigène de s'exprimer spontanément.

Les mesures suivantes de lutte spécifique à chaque espèce invasive sont mises en œuvre :

- **Buddleia du père David (*Buddleja davidii*)** :
 - Coupe ou de fauche répétées (ou arrachage manuel) avec exportation des résidus hors site afin d'éviter toute prolifération ;
 - Mise en concurrence végétale toute l'année ;
- **Renouée du Japon (*Reynoutria japonica*)** :
 - Enlèvement des plants de Renouée présents sur le site avant les travaux d'extraction par terrassement des parties racinaires avec une pelle mécanique ;
 - Stockage des fragments de Renouée sur une zone identifiée ;
 - Enfouissement de ces fragments sous une hauteur minimale de matériaux de 7 mètres.
- **Ambroisie** :
 - Compte tenu de son mode de développement, les actions visant à sa destruction seront de préférence réalisées avant le 1er juillet et en aucun cas après le 15 août de chaque année. En effet, toute action mécanique sur les plants en dehors de cette période ne ferait qu'accentuer la dispersion des pollens.
 - Le moyen de lutte contre sa reprise consiste à végétaliser les terres décapées.

Une prestation réalisée par un organisme compétent ultérieure permet de mettre en place un plan de gestion spécifique visant le contrôle des espèces envahissantes colonisant le site. A cet effet, une analyse des enjeux est réalisée et un rapport présentant une carte de localisation des espèces exotiques envahissantes sur le site est rédigé.

Des opérations de lutte ou de régulation de l'espèce pourront ensuite être proposées.

Article 8.1.5 – R5 : Maîtrise des envols de poussières

Afin de limiter les envols de poussières, des mesures sont définies et mises en œuvre par l'exploitant. Il s'agit notamment de :

- Limiter les vitesses des engins ;
- Entretenir et nettoyer régulièrement les pistes ;
- Barder l'exploitation.

Article 8.1.6 – R6 : Gestion environnementale de chantier

L'exploitant veille à réaliser une gestion environnementale du chantier, notamment en utilisant un parc d'engins de bonne qualité, régulièrement contrôlé, et en réalisant l'entretien des véhicules sur des aires étanches.

Toutes les mesures de protection de la qualité des eaux superficielles et souterraines continuent d'être prises, notamment par l'absence d'utilisation de produits chimiques.

CHAPITRE 8.2 – SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

L'exploitant assure le suivi et la traçabilité permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de réduction.

C suivi permet à l'exploitant de proposer, le cas échéant, au service d'inspection les actions correctrices qui seraient nécessaires.

TITRE 9 – REMISE EN ÉTAT ET GARANTIES FINANCIÈRES

CHAPITRE 9.1 – REMISE EN ÉTAT

La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation du 22 juillet 2016.

La remise en état du site aura pour objectif d'assurer la sécurité des usagers du site après l'exploitation, et la réintégration des terrains dans l'environnement. L'orientation donnée au réaménagement sera un réaménagement à vocation naturelle, écologique et paysager.

La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- La mise en sécurité des berges et des talus ;
- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

À cet effet, les travaux de réaménagement sont coordonnés à l'exploitation et comprennent les opérations suivantes :

- Le remblayage partiel de la fouille en eau par des matériaux inertes extérieurs. Ce remblayage sera réalisé sur une largeur de 20 m minimum le long de la voie ferrée SNCF située au Nord-Est en retrouvant la cote initiale du terrain naturel.
- La création de zones de hauts fonds au niveau du lac, au droit du secteur remblayé de la voie SNCF, sur une largeur additionnelle de 20 mètres également. La pente résiduelle après dépôts des matériaux inertes, globalement plus fins que les matériaux alluvionnaires d'origines, sera davantage adoucie (pente théorique de l'ordre de 1/4) en raison d'un coefficient de cohésion plus faible, pour terminer quasiment à plat au fond du plan d'eau ;

- Le régallage des stériles de découverte (environ 8 000 m³) sur une épaisseur de 0,5 mètres afin de reconstituer un horizon pédologique favorable à la végétation future sur les nouvelles berges créées ;
- La plantation d'arbres et arbustes naturellement présents dans le secteur type ripisylve ;
- La restitution d'un unique plan d'eau d'une profondeur maximale de 30 mètres en son centre avec un talus périphérique nouvellement créé en eau de 2/5.5 (2 en vertical et 5,5 en horizontal) et d'une surface comprise entre 10,3 et 10,7 ha (selon les scénarios présentés à l'article 1.2.4 du présent arrêté (surface remblayée comprise entre 2 000 m² et 6 000 m²) ;
- La création d'une plage de galets dans la partie Sud du plan d'eau nouvellement créé le long de la RD1006 ;
- La densification, par de nouvelles plantations, de la végétation située sur le secteur Ouest du site.

Les opérations de remblayage débuteront le long de la voie SNCF et ce, dès la reprise d'activité de la carrière.

Une fois remblayé sur les secteurs prédéfinis, le sol sera rendu plan avec restitution de la pente naturelle générale du terrain inclinée en direction de l'Ouest.

Cette opération sera suivie et validée par un géomètre-expert afin de garantir un écoulement optimal des eaux superficielles.

À terme, le site retrouvera sa vocation naturelle initiale grâce à une remise en état écologique présentant un unique plan d'eau compatible avec le maintien de la présence de la faune dans le secteur, en particulier des oiseaux sur le site. Il constituera un réservoir de biodiversité propice à la reproduction.

Des chemins seront maintenus ou créés et conservés pour l'après exploitation. Ces chemins se trouveront le long de la voie ferrée pour la SNCF, autour du petit lac actuel pour la promenade et la pêche, et un autre pour l'accès à la maison conservée en bordure de RD1006.

Des plans schématisant la remise en état sont annexés au projet d'arrêté (annexe 6).

Article 9.1.1 – Prescriptions particulières relatives à la gestion des remblais (pour partie non inertes) constituant la plateforme de transit et de traitement des déchets inertes implantée en bordure de la RD 1006, au Sud-Est du site

La plateforme de transit et de traitement des déchets inertes localisée au Sud-Est du site ayant été constituée au moyen de déchets pour partie non inertes (au sens de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé), **il appartient à l'exploitant de garder la mémoire de la présence de ces matériaux non inertes** de manière à pouvoir toujours garantir la compatibilité entre ce dépôt et les éventuels aménagements ou changements d'usage qui pourraient intervenir à plus long terme.

Compte tenu de la conservation du dépôt à l'issue des opérations de remise en état final du site et de son intégration dans l'environnement de la gravière, les dispositions ci-après sont mises en œuvre :

- Remodelage de la plateforme, le cas échéant, en vue de donner au merlon une forme de dôme, sans creux favorisant l'infiltration des eaux pluviales ;
- Matérialisation physique de la limite entre les terres d'apport et les matériaux laissés en place ;
- Mise en place d'une couche de terre végétale saine de l'ordre de 30 à 50 cm d'épaisseur puis végétalisation ;
- Maintien des mesures de gestion des eaux pluviales de ruissellement (fossés périphériques, bassin de collecte et ouvrage de traitement) au droit de la plateforme ;
- Contrôle de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval du dépôt.

En cas de mouvements futurs de terre (terrassement en déblais notamment) intervenant sur ce dépôt, les matériaux excavés devront faire l'objet de mesures de gestion spécifiques (traçabilité...).

CHAPITRE 9.2 – MESURES DE SURVEILLANCE QUADRIENNALE POST-RÉHABILITATION

À l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière, l'exploitant assurera, pendant une durée minimale de quatre années, la continuité des mesures de surveillance des eaux pluviales, souterraines et superficielles selon les modalités prescrites respectivement à l'article 3.4.4.1 ainsi qu'aux chapitres 3.5 et 3.6 du présent arrêté.

En fonction des résultats d'analyse obtenus durant la surveillance conduite pendant la phase d'exploitation, la fréquence des mesures prescrite par les articles susvisés pourra être adaptée sur la base d'une demande de l'exploitant dûment justifiée et validée par un bureau d'étude compétant.

CHAPITRE 9.3 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 9.3.1 – Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 9.2.2 ci-dessous, afin d'assurer :

- la remise en état du site après exploitation ;
- la surveillance du site ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

Article 9.3.2 – Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les plans de phasage et de remise en état figurant en annexes 2 et 6. Ces derniers présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière (hypothèse de remblai haute, soit 450 000 m³) au cours de chacune des 3 périodes quinquennales en mode d'exploitation normal est :

Phases	S1 (ha)	S2 (ha)	Linéaires de berges L (ml)	Montant des garanties financières (C)
T0 à T0 + 5 ans	1,6	1,8	700	141 980 euros
T0 + 6 ans à T0 + 10 ans	1,1	1,2	700	108 344 euros
T0 + 10 ans à T0 + 15 ans	1,1	0,6	200	55 966 euros

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Les plans explicitant les surfaces et les longueurs de linéaires reprises ci-avant sont présentés en annexe 7.

Les montants ci-avant ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- Index TP01 de novembre 2021 : 118,8 (avec coefficient de raccordement 6,5345 suite à la modification des bases de calcul de l'indice TP01 par le décret 2014-114 du 7 février 2014 et la circulaire du 16 mai 2014) ;

- TVA = 20 %.

Un acte de cautionnement solidaire ou tout autre document attestant de la constitution de garanties financières est établi. Le ou les documents transmis par l'exploitant en application du III de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 3 ans avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

Article 9.3.3 – Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 9.3.4 – Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement .

Article 9.3.5 – Actualisation des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 9.3.6 – Modification du montant des garanties financières

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 9.3.7 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code précité.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9.3.8 – Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 9.3.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès verbal de constat de fin de travaux de remise en état (récolement).

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code précité, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 9.4 – CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, outre l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : remise en état à vocation écologique et paysager.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Cette notification est accompagnée des pièces suivantes :

- Le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (accompagné de photos) ;

- Un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
 - Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;
 - Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
 - En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
 - Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

TITRE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

CHAPITRE 10.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 514-3-1 et R181-50 du Code de l'environnement Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

CHAPITRE 10.2 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chamousset et tenue à la disposition du public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté, mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée à la mairie de Chamousset et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chamousset pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire.

Le maire de Chamousset fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Savoie l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Louis BORGHESE et Cie.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal, aux autres autorités locales ayant été consultées et à la société Louis BORGHESE et Cie.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de 4 mois.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées est publié par les soins du préfet, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

CHAPITRE 10.3 – EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL) en charge de l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,
Juliette PART

Table des matières

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	5
Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	5
CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS.....	5
Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 1.2.2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature « eau ».....	7
Article 1.2.3 – Situation de l'établissement.....	7
Article 1.2.4 – Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation.....	7
CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	8
CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS.....	8
Article 1.5.1 – Porter à connaissance.....	8
Article 1.5.2 – Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	8
Article 1.5.3 – Équipements abandonnés.....	8
Article 1.5.4 – Changement d'exploitant.....	8
CHAPITRE 1.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	8
CHAPITRE 1.7 – Danger ou nuisance non prévenu.....	10
CHAPITRE 1.8 – CONTRÔLES ET ANALYSES.....	10
CHAPITRE 1.9 – RÉCAPITULATIFS DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
Article 1.9.1 – Dossier.....	10
Article 1.9.2 – Plans.....	10
Article 1.9.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres.....	11
CHAPITRE 1.10 – RÉGLEMENTATION.....	11
CHAPITRE 1.11 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	12
Article 1.11.1 – Objectifs généraux.....	12
Article 1.11.2 – Jours et horaires de fonctionnement.....	12
Article 1.11.3 – Accès, voirie publique.....	12
Article 1.11.4 – Circulation interne.....	12
Article 1.11.5 – Moyen de pesée.....	12
Article 1.11.6 – Sécurité du public.....	12
CHAPITRE 1.12 – Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets....	13
Titre 2 – Prévention de la pollution atmosphérique.....	13
CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET.....	13
Article 2.1.1 – Dispositions générales.....	13
Article 2.1.2 – Réduction des émissions de poussières.....	13
Article 2.1.2 – Prévention des émissions de poussières à l'installation de traitement.....	14
Titre 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	14
CHAPITRE 3.1 – Prévention des pollutions accidentelles.....	14

Article 3.1.1 – Dispositions générales.....	14
Article 3.1.2 – Rétentions et confinement.....	14
Article 3.1.3 – Produits biodégradables.....	16
Article 3.1.4 – Prévention du risque inondation.....	16
Article 3.1.4.1 – Gestion du risque inondation.....	16
Article 3.1.4.2 – Contrôle des objets flottants et des produits et substances dangereux, polluants.	16
Article 3.1.5 – Approvisionnement/distribution en carburant.....	16
Article 3.1.6 – Entretien des engins.....	16
Article 3.1.7 – Circulation des engins.....	17
CHAPITRE 3.2 – Prélèvements et consommation d’eau.....	17
Article 3.2.1 – Origine des approvisionnements en eau.....	17
CHAPITRE 3.3 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	18
Article 3.3.1 – Dispositions générales.....	18
Article 3.3.2 – Plan des réseaux.....	18
Article 3.3.3 – Entretien et surveillance.....	18
CHAPITRE 3.4 – Types d’effluents, leurs ouvrages d’épuration et leurs caractéristiques de rejet.....	18
Article 3.4.1 – Identification des effluents.....	18
Article 3.4.2 – Localisation des points de rejet.....	18
Article 3.4.3 – Eaux de procédés des installations.....	19
Article 3.4.4 – Eaux pluviales de ruissellement.....	19
Article 3.4.4.1 – <i>Prescriptions particulières relatives à la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la plateforme de transit et de traitement des déchets inertes implantée en bordure de la RD 1006 au Sud-Est du site.....</i>	<i>19</i>
CHAPITRE 3.5 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.....	20
Article 3.5.1 – Localisation des points de surveillance.....	20
Article 3.5.2 – Surveillance des niveaux d’eau de la nappe.....	20
Article 3.5.3 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines.....	20
Article 3.5.4 – Réalisation et équipement de l’ouvrage.....	21
Article 3.5.5 – Abandon provisoire ou définitif de l’ouvrage.....	22
CHAPITRE 3.6 – SURVEILLANCE DES EAUX Superficielles.....	22
Article 3.6.1 – Surveillance des niveaux d’eau de la gravière.....	22
Article 3.6.2 – Surveillance de la qualité des eaux superficielles.....	23
CHAPITRE 3.7 – TRAÇABILITÉ ET SUIVI DES RÉSULTATS.....	23
Article 3.7.1 – transmission des résultats.....	23
Article 3.7.2 – Définition des valeurs seuils et mesures correctives en cas de dépassement de seuil au niveau du réseau de surveillance.....	24
Article 3.7.3 – Bilan annuel.....	24
CHAPITRE 3.8 – Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse.....	24
Titre 4 – Déchets produits sur le site.....	25
CHAPITRE 4.1 – DÉCHETS.....	25
Article 4.1.1 – Dispositions générales.....	25
Article 4.1.2 – Séparation des déchets.....	25
Article 4.1.3 – Conception et exploitation des installations d’entreposage internes des déchets....	26
Article 4.1.4 – Déchets gérés à l’extérieur de l’établissement.....	26
Article 4.1.5 – Déchets gérés à l’intérieur de l’établissement.....	26
Article 4.1.6 – Registre.....	27
Article 4.1.7 – Transport.....	27
Article 4.1.8 – Plan de gestion des déchets d’extraction.....	27

Titre 5 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....	28
CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	28
Article 5.1.1 – Aménagements.....	28
Article 5.1.2 – Véhicules et engins.....	28
Article 5.1.3 – Appareils de communication.....	28
Article 5.1.4 – Mesures additionnelles.....	28
CHAPITRE 5.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	28
Article 5.2.1 – Surveillance des émissions sonores.....	28
Article 5.2.2 – Valeurs limites d'émergence.....	29
Article 5.2.3 – Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation.....	29
CHAPITRE 5.3 – VIBRATIONS.....	30
Article 5.3.1 – Vibrations.....	30
CHAPITRE 5.4 – ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	30
Article 5.4.1 – Émissions lumineuses.....	30
Titre 6 – Prévention des risques.....	30
CHAPITRE 6.1 – SUBSTANCES DANGEREUSES.....	30
Article 6.1.1 – État des stocks de produits dangereux.....	30
Article 6.1.2 – Connaissance des produits – Étiquetage.....	30
CHAPITRE 6.2 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	30
Article 6.2.1 – intervention des services de secours.....	30
Article 6.2.2 – Moyens de lutte contre l'incendie.....	31
Article 6.2.2.1 – Définition générale des moyens.....	31
Article 6.2.2.2 – Entretien des moyens d'intervention – Formation du personnel.....	31
CHAPITRE 6.3 – PLANS ET CONSIGNES.....	31
CHAPITRE 6.4 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES.....	32
Titre 7 – Conditions d'exploitation.....	32
CHAPITRE 7.1 – CARRIÈRES.....	32
Article 7.1.1 – Aménagements préliminaires.....	32
Article 7.1.1.1 – Information du public.....	32
Article 7.1.1.2 – Bornage.....	32
Article 7.1.1.3 – Réseau de dérivation des eaux de ruissellement.....	33
Article 7.1.1.4 – Travaux préliminaires à l'exploitation.....	33
Article 7.1.2 – Dispositions particulières d'exploitation.....	33
Article 7.1.2.1 – Déboisement, Défrichage et décapage des terrains.....	33
Article 7.1.2.2 – Modalités d'exploitation.....	33
Article 7.1.2.3 – Extraction.....	34
Article 7.1.2.4 – Phasage d'exploitation.....	34
Article 7.1.2.5 – Distances limites et zones de protection.....	35
Article 7.1.3 – Remblayage.....	35
Article 7.1.3.1 – Généralités.....	35
Article 7.1.3.2 – Nature, quantités et provenance des déchets inertes admissibles.....	35
Article 7.1.3.3 – Conditions d'exploitation.....	36
Article 7.1.3.4 – Conditions d'admission des déchets inertes.....	36
CHAPITRE 7.2 – dispositions particulières applicables aux opérations de remblayage de la carrière – admission des déchets inertes.....	36
Article 7.2.1 – Déchets admissibles pour le remblayage de la carrière.....	36
Article 7.2.2 – Dispositions communes.....	36

Article 7.2.2.1 – Déchets interdits.....	37
Article 7.2.2.2 – Procédure d'acceptation préalable.....	37
Article 7.2.2.3 – Document préalable.....	37
Article 7.2.2.4 – Contrôles.....	38
Article 7.2.2.5 – Accusé-réception.....	38
Article 7.2.2.6 – Registre.....	38
Titre 8 – dispositions particulières en faveur de la faune et de la flore.....	39
CHAPITRE 8.1 – MESURES DE RÉDUCTION.....	39
Article 8.1.1 – R1 : Limitation au maximum des emprises de travaux.....	39
Article 8.1.2 – R2 : Restauration écologique des berges de la bordure Nord-Est du plan d'eau et translocation d'espèces.....	39
Article 8.1.3 – R3 : Translocation d'espèces.....	39
Article 8.1.4 – R4 : Lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes.....	40
Article 8.1.5 – R5 : Maîtrise des envols de poussières.....	41
Article 8.1.6 – R6 : Gestion environnementale de chantier.....	41
CHAPITRE 8.2 – SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES.....	41
Titre 9 – Remise en état et garanties financières.....	41
CHAPITRE 9.1 – REMISE EN ÉTAT.....	41
Article 9.1.1 – Prescriptions particulières relatives à la gestion des remblais (pour partie non inertes) constituant la plateforme de transit et de traitement des déchets inertes implantée en bordure de la RD 1006, au Sud-Est du site.....	42
CHAPITRE 9.2 – MESURES DE SURVEILLANCE quadriennale POST-RéHABILITATION.....	43
CHAPITRE 9.3 – GARANTIES FINANCIÈRES.....	43
Article 9.3.1 – Objet des garanties financières.....	43
Article 9.3.2 – Montant des garanties financières.....	43
Article 9.3.3 – Établissement des garanties financières.....	44
Article 9.3.4 – Renouvellement des garanties financières.....	44
Article 9.3.5 – Actualisation des garanties financières.....	44
Article 9.3.6 – Modification du montant des garanties financières.....	44
Article 9.3.7 – Absence de garanties financières.....	44
Article 9.3.8 – Appel des garanties financières.....	45
Article 9.3.9 – Levée de l'obligation de garanties financières.....	45
CHAPITRE 9.4 – CESSATION D'ACTIVITÉ.....	45
Titre 10 – Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....	46
CHAPITRE 10.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	46
CHAPITRE 10.2 – PUBLICITÉ.....	47
CHAPITRE 10.3 – EXÉCUTION.....	47

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement



Le préfet de la Savoie,
Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du
01 AOUT 2022
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART

**ANNEXES à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2022-052
du
portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter
une carrière alluvionnaire en eau**

SARL Louis BORGHESE et Cie
Commune de Chamousset (73390)

ANNEXE 1 : PLAN DE LA SITUATION ET PLAN PARCELLAIRE

ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION (EXTRACTION + REMBLAIEMENT)

**ANNEXE 3 : PLAN DE LOCALISATION DES PLATEFORMES DE TRANSIT ET DE TRAITEMENT DE
MATÉRIAUX (RUBRIQUES ICPE 2515 ET 2517)**

ANNEXE 4 : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DE BRUIT

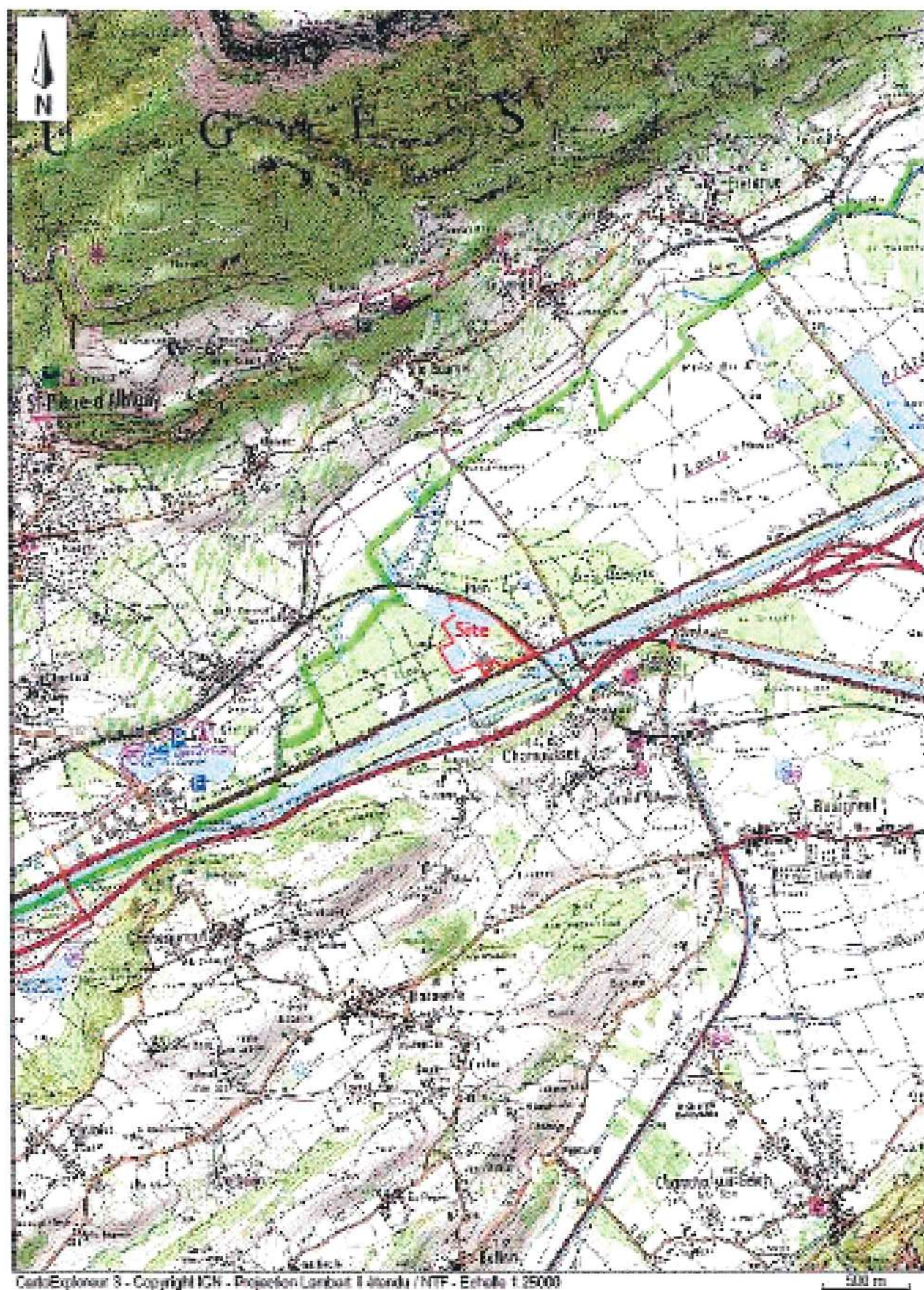
**ANNEXE 5 : PLAN DE LOCALISATION DES OUVRAGES DE SUIVI DES EAUX SUPERFICIELLES ET
SOUTERRAINES (PIÉZOMÈTRES, PUIT, ÉCHELLES LIMNIMÉTRIQUES)**

ANNEXE 6 : PLANS DE REMISE EN ÉTAT (SELON LE SCÉNARIO RÉALISÉ)

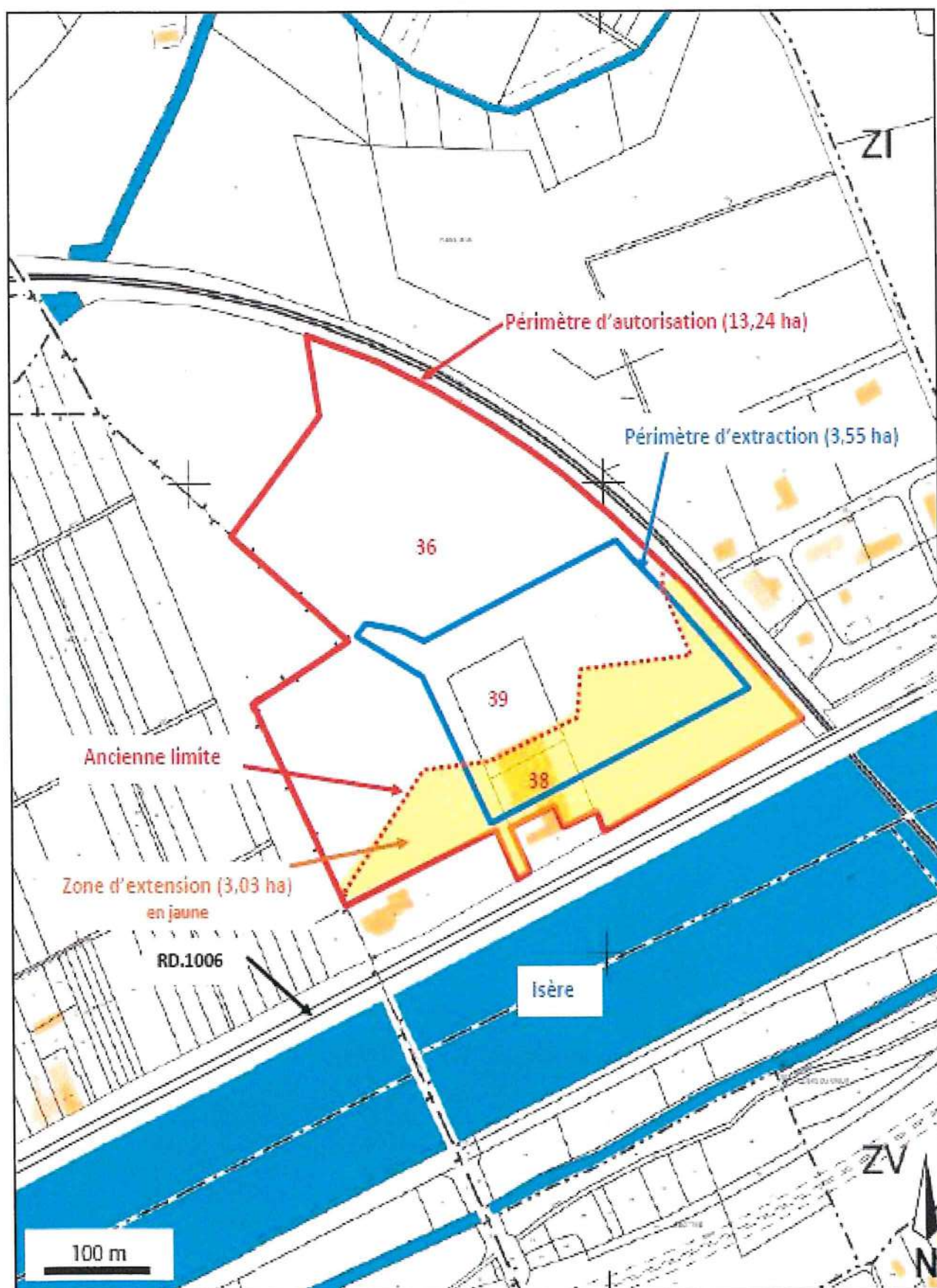
**ANNEXE 7 : DÉTERMINATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES (SUR LA BASE
D'UNE HYPOTHÈSE HAUTE SOIT POUR 450 000 M³ DE REMBLAIS ADMIS**

**ANNEXE 8 : CRITÈRES À RESPECTER POUR L'ACCEPTATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX
INERTES SOUMIS A LA PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE (ARTICLE 7.2.2.2)**

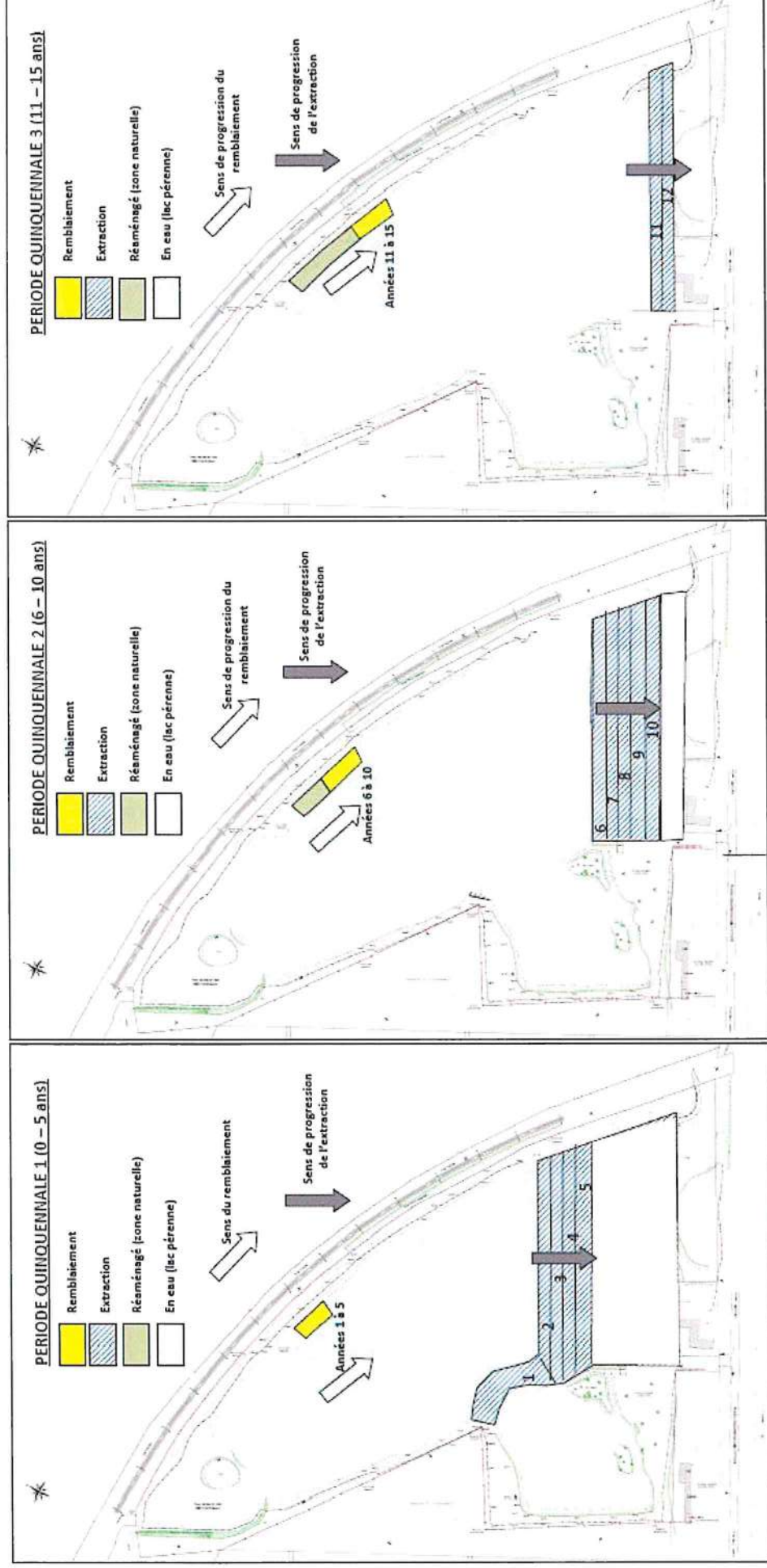
ANNEXE 1 : PLAN DE LA SITUATION



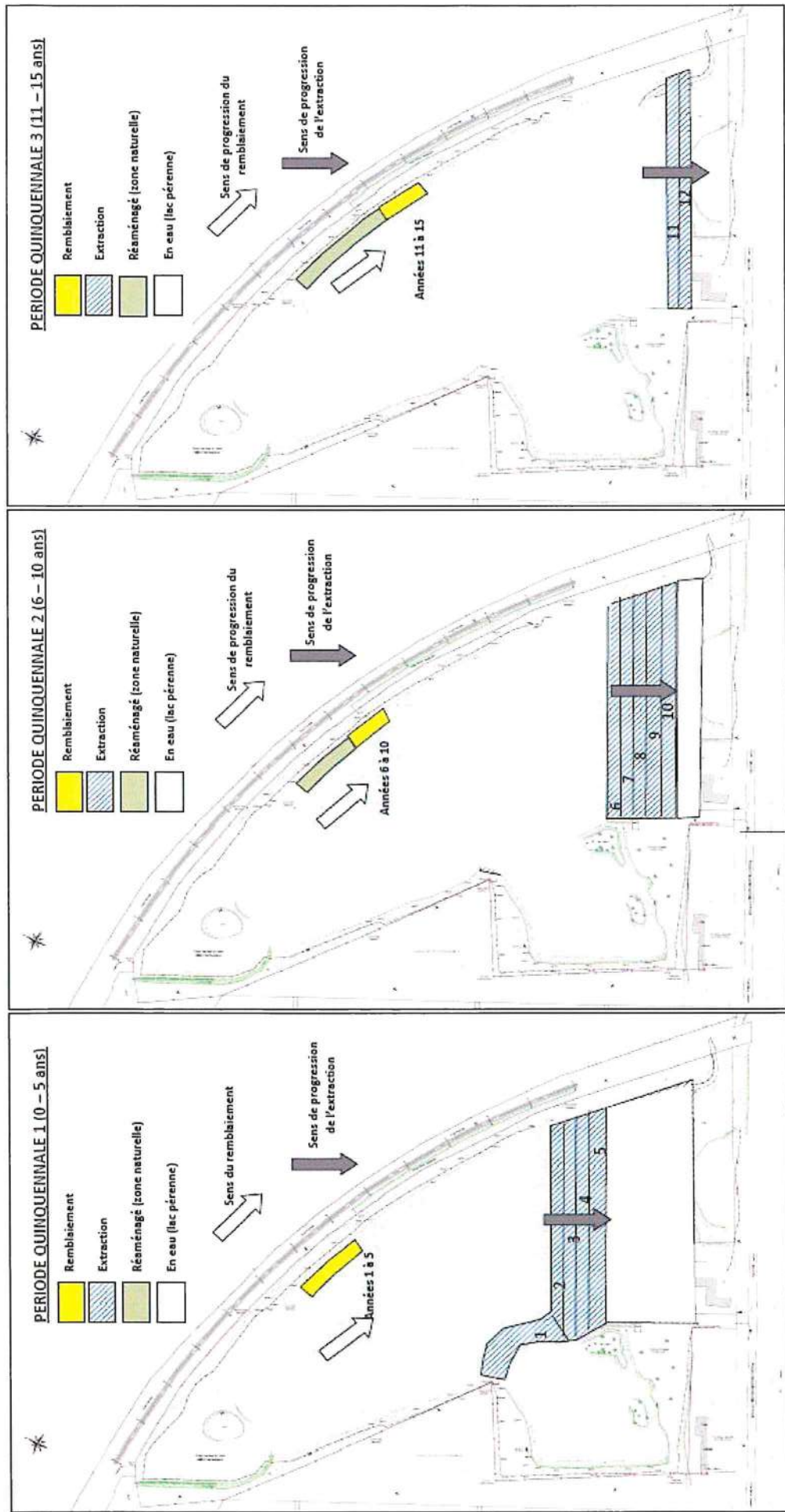
PLAN PARCELLAIRE



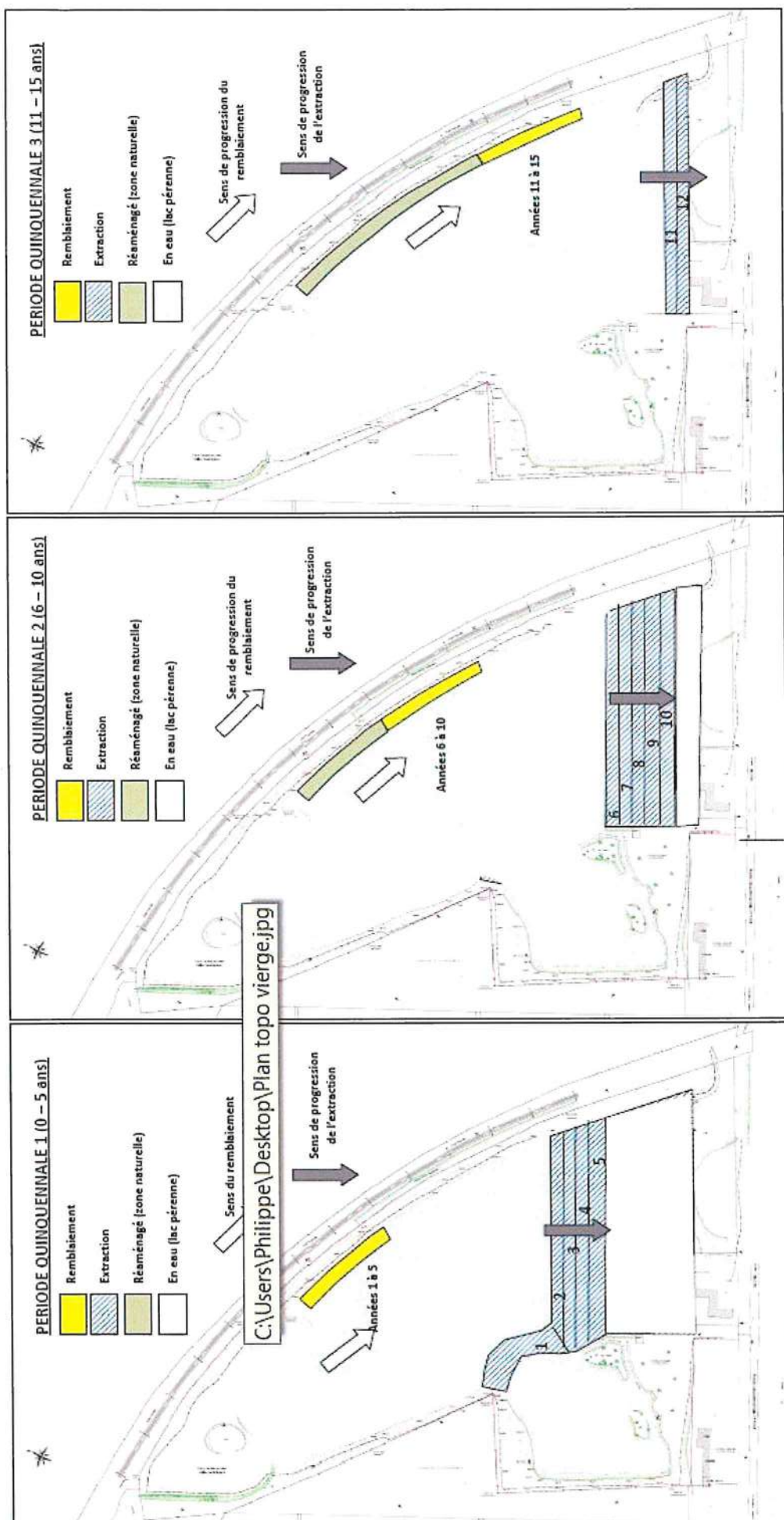
ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION (EXTRACTION + REMBLAIEMENT)



Plan de phasage général pour 150 000 m³ d'inertes importés (hypothèse basse, seule hypothèse engageante pour l'exploitant)

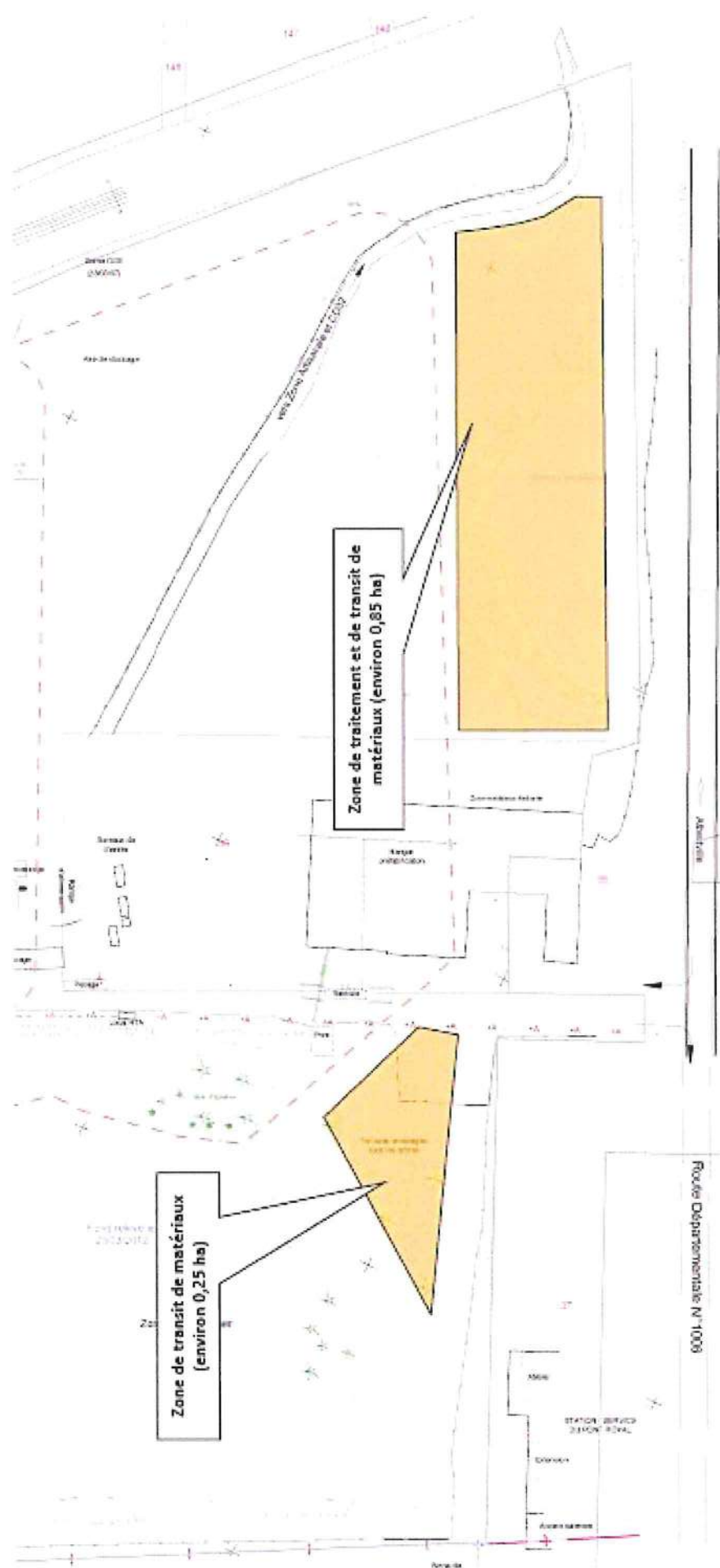


Plan de phasage général pour 300 000 m³ d'inertes importés (hypothèse moyenne)

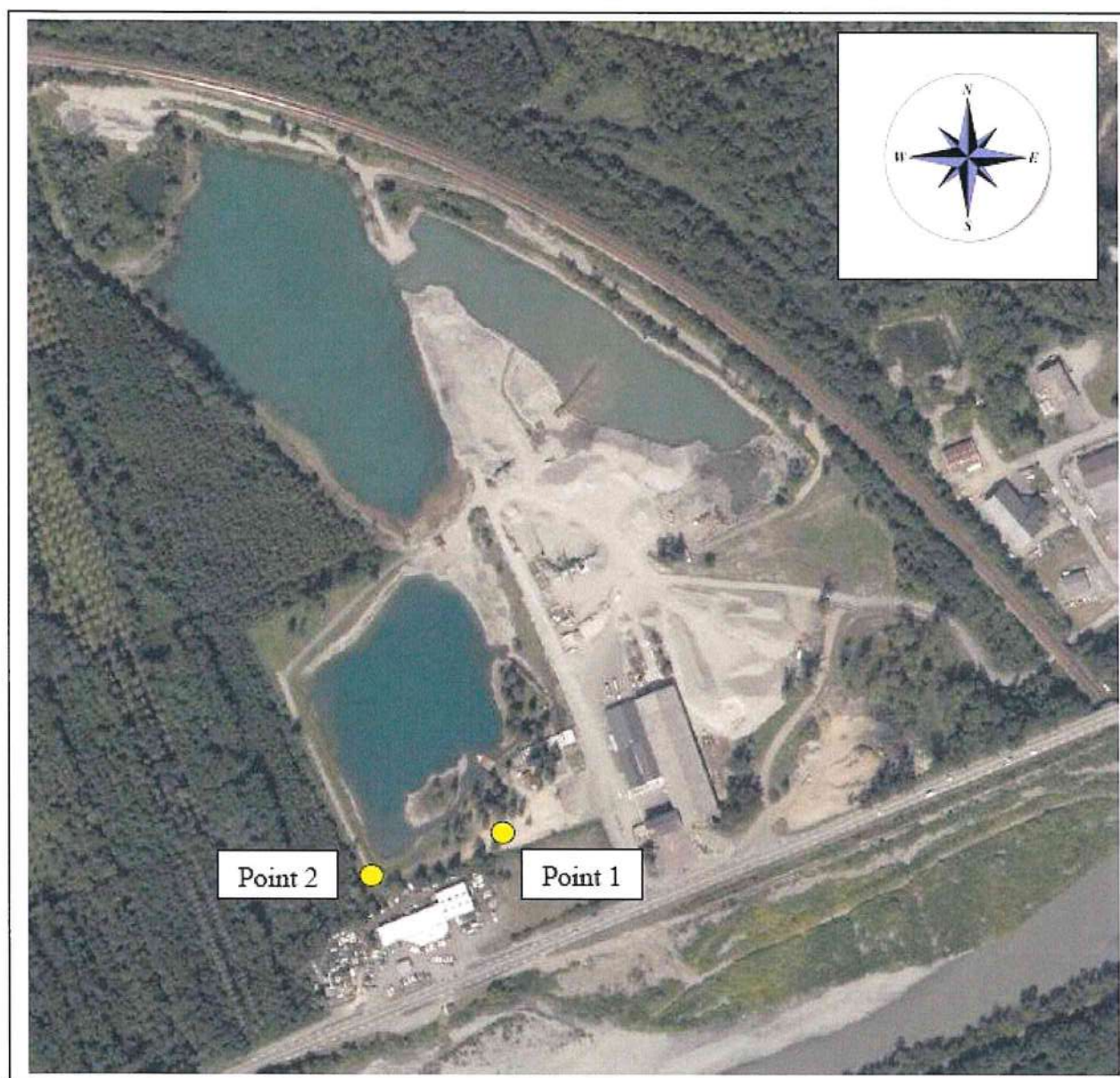


Plan de phasage général pour 450 000 m³ d'inertes importés (hypothèse haute)

(RUBRIQUES ICPE 2515 ET 2517)



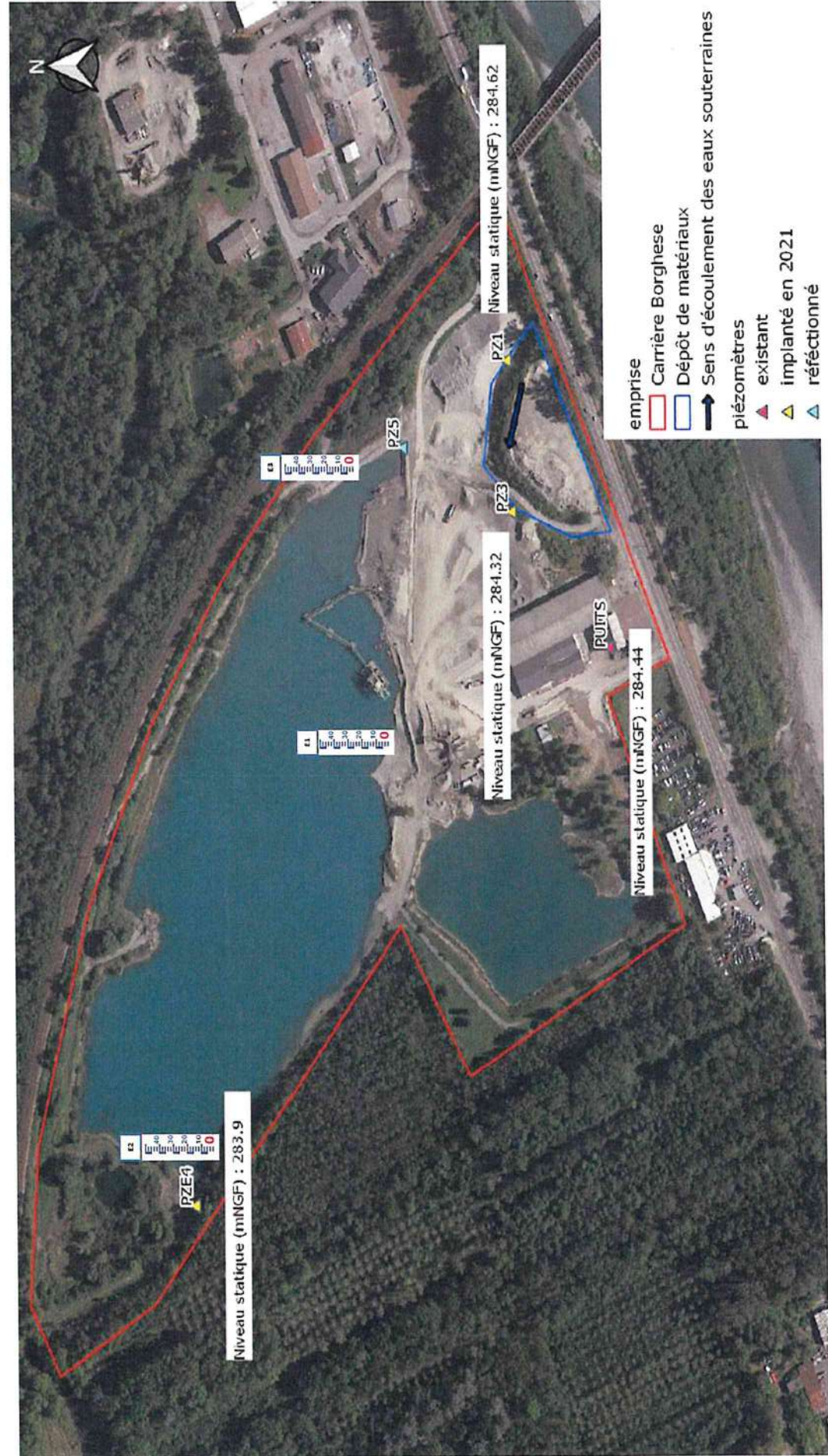
ANNEXE 4 : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DE BRUIT



Points 1 et 2 : Mesures en limite de propriété

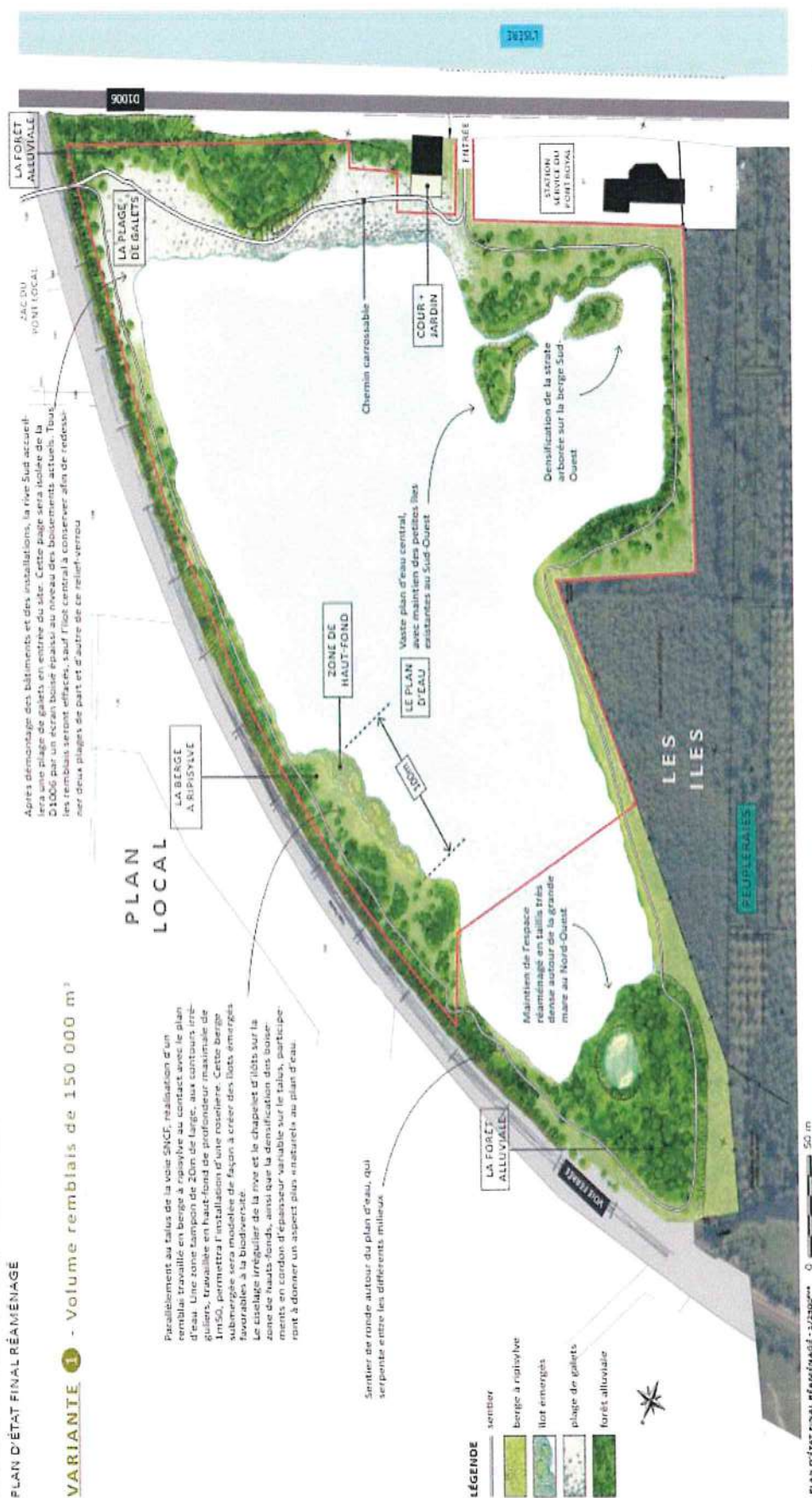
Point 2 : Mesures en Zone à Émergence Réglementée (ZER)

ANNEXE 5 : PLAN DE LOCALISATION DES OUVRAGES DE SUIVI DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES (PIÉZOMÈTRES, PUIT, ÉCHELLES LIMNIMÉTRIQUES)



PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

VARIANTE 1 - Volume remblais de 150 000 m³



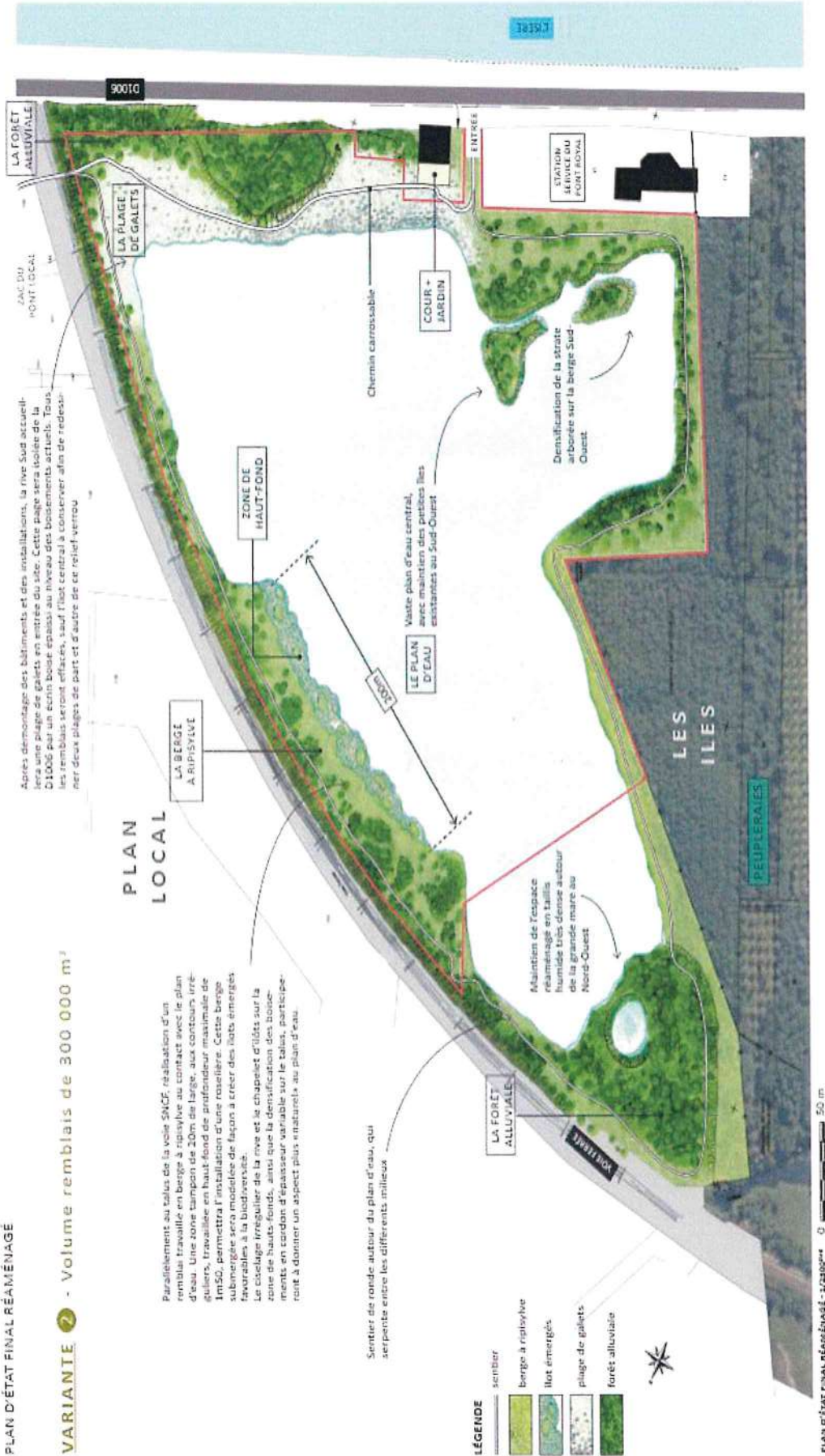
PLAN D'ÉTAT FORMAL NÉCESSAIRE À 2/300000 0 50 m

SARL Louis BORGHÈSE et Cie
PONT ROYAL - 73390 CHAMOUSSET

PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ

VARIANTE 2 - Volume remblais de 300 000 m³



SARL LOUIS BORGHÈSE et Cie
PONT ROYAL - 73390 CHAMOUSSET

PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ

VARIANTE 3 - Volume remblais de 450 000 m³

PLAN LOCAL

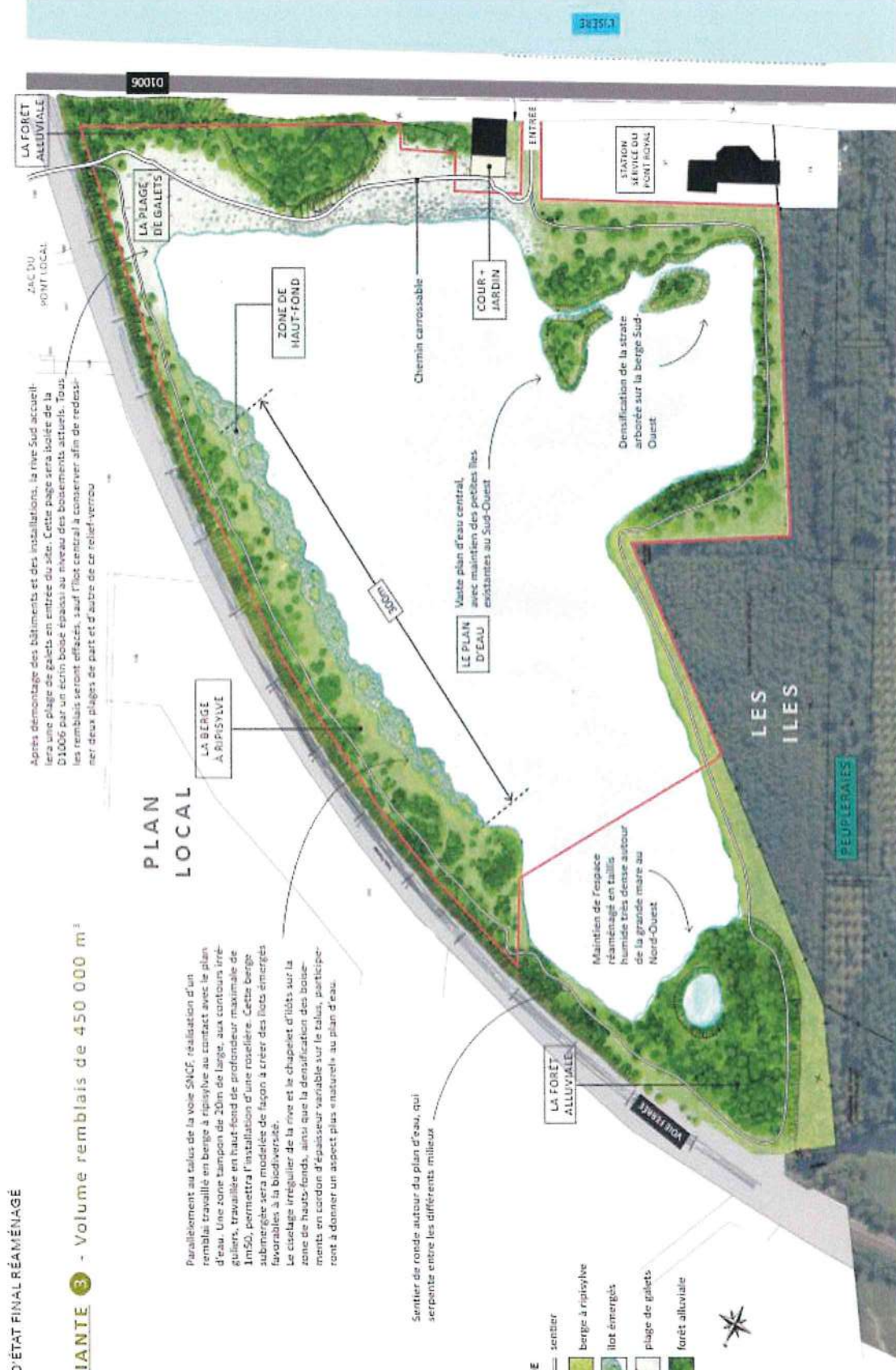
Parallèlement au talus de la voie SNCF, réalisation d'un remblai travaillé en berge à ripsylve au contact avec le plan d'eau. Une zone tampon de 20m de large, aux contours irréguliers, travaillée en haut-fond de profondeur maximale de 1m50, permettra l'installation d'une roselière. Cette berge submergée sera modelée de façon à créer des îlots émergents favorables à la biodiversité.

Le cloilage irrégulier de la rive et le chapelet d'îlots sur la zone de hauts-fonds, ainsi que la densification des boisements en cordon d'épaisseur variable sur le talus, participeront à donner un aspect plus « naturel » au plan d'eau.

Sentier de ronde autour du plan d'eau, qui serpente entre les différents milieux

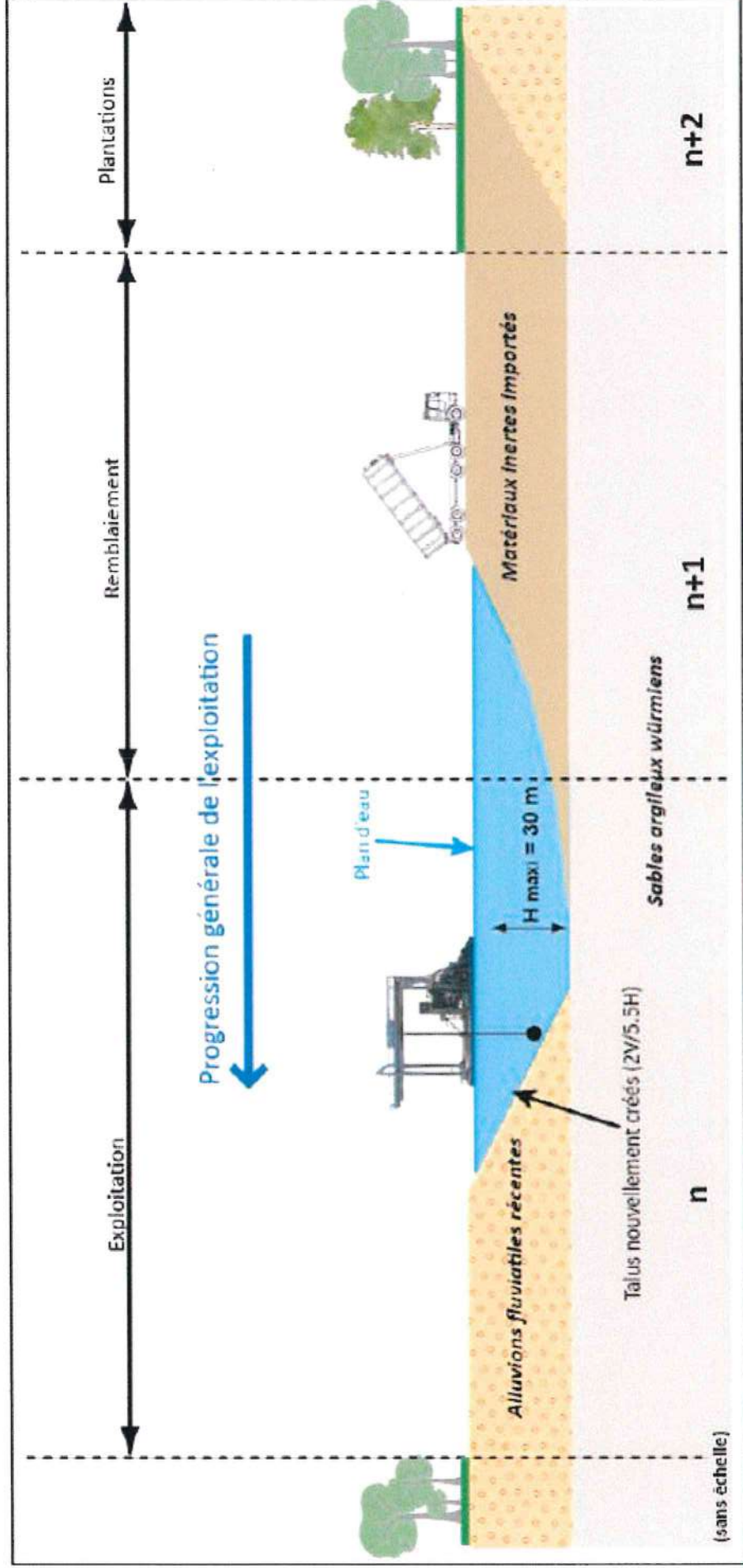
LÉGENDE

- sentier
- berge à ripsylve
- îlot émergents
- plage de galets
- forêt alluviale



PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ - 1/2500^m 0 50 m

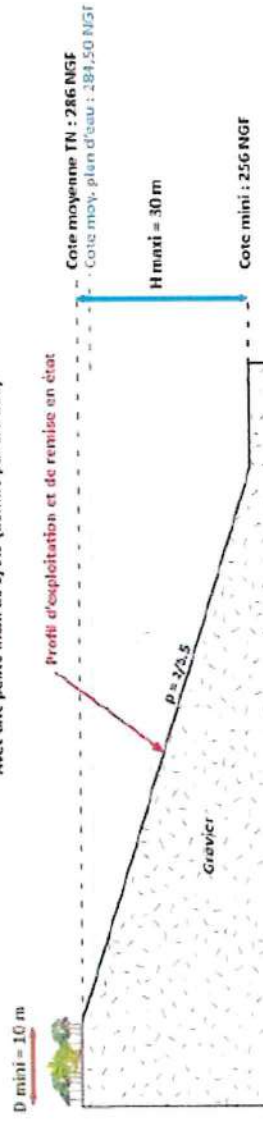
Principe schématique d'exploitation



Profils des 3 types de berges présentes sur le site

PROFIL TYPE DE BERGES NOUVELLEMENT CREEES

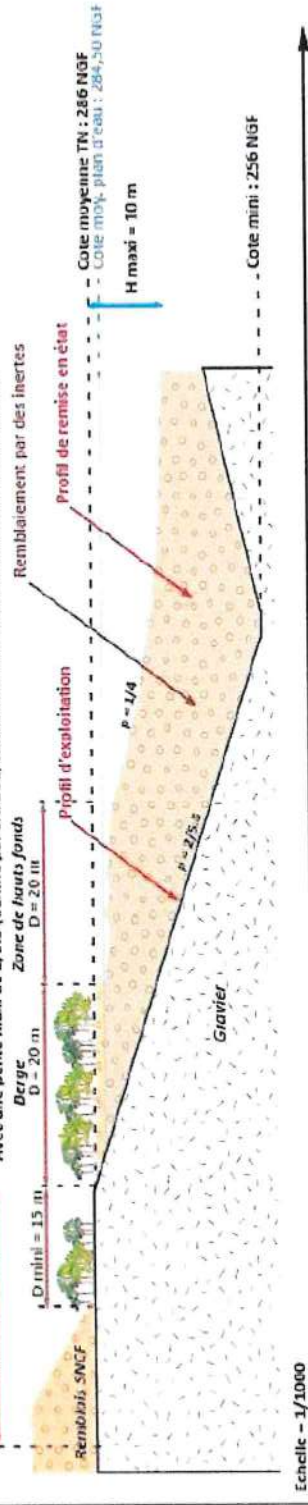
Avec une pente maxi de 2/5.5 (définie par SAFEGE)



Echelle = 1/1000

PROFIL TYPE DE BERGES NOUVELLEMENT CREEES COTE REMBLAI SNCF

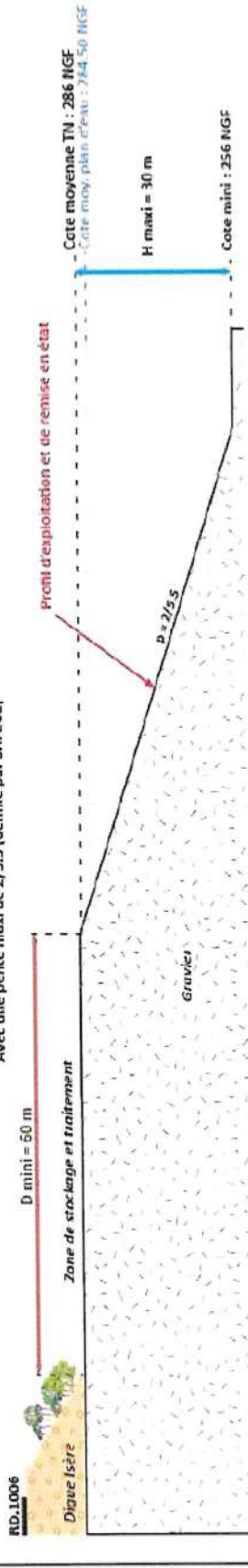
Avec une pente maxi de 2/5.5 (définie par SAFEGE) surmontée d'une couche d'inertes finissant à plat



Echelle = 1/1000

PROFIL TYPE DE BERGES NOUVELLEMENT CREEES COTE DIGUE RD.1006

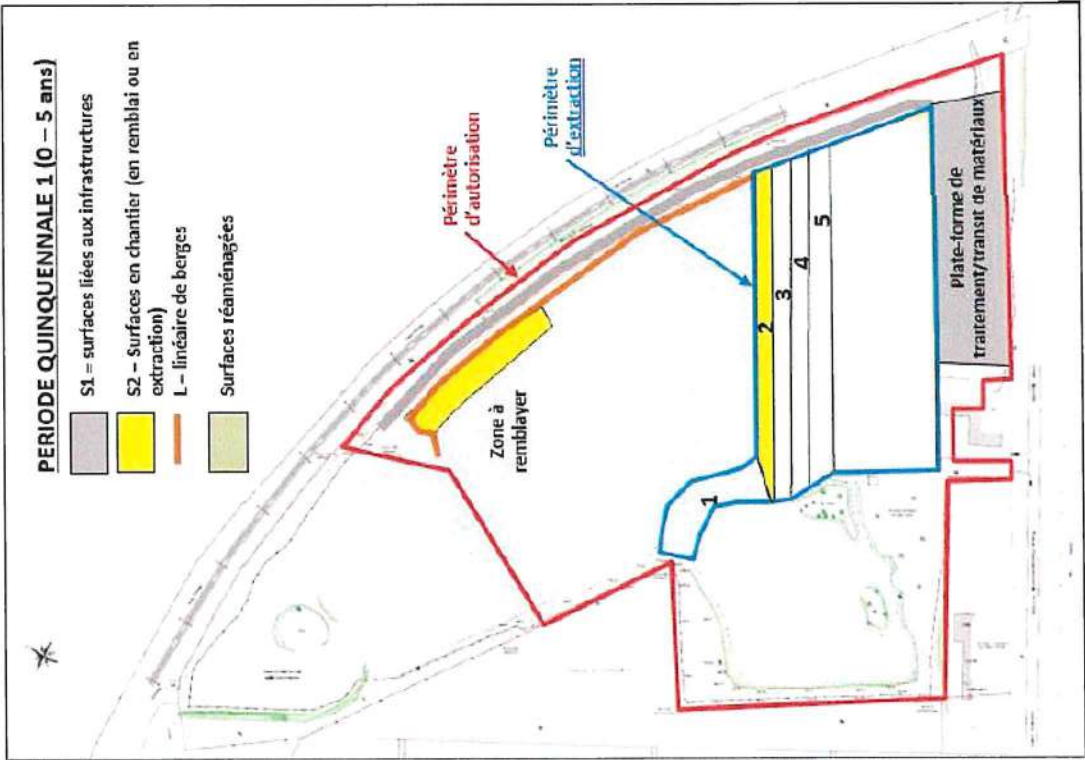
Avec une pente maxi de 2/5.5 (définie par SAFEGE)



Echelle = 1/1000

ANNEXE 7 : DÉTERMINATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES (SUR LA BASE D'UNE HYPOTHÈSE HAUTE SOIT POUR 450 000 M³ DE REMBLAIS ADMIS

(sur la base d'une hypothèse haute soit pour 450 000 m³ de remblais admis)



PERIODE QUINQUENNALE 1

SARL BORGHESE et Cie
Chamousset (73)

Calcul du montant des garanties financières

Phase quinquennale n°1 : 0 à 5 ans

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha)	SURFACE A REAMENAGER (ha)	COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1 15555	S1 1,6	24 888,00 €
Surfaces en chantier	C2 34070	S2 1,8	61 326,00 €
Surfaces de front	C3 47	L 700	32 900,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			119 114,00 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA _h) / (1 + TVA ₀)			1,192
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			141 980,70 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	Index (Fev. 2022)	118,8
	Index ₀	100
	TVA _h	0,2
	TVA ₀	0,196
Soit	alpha =	1,192

PERIODE QUINQUENNALE 2

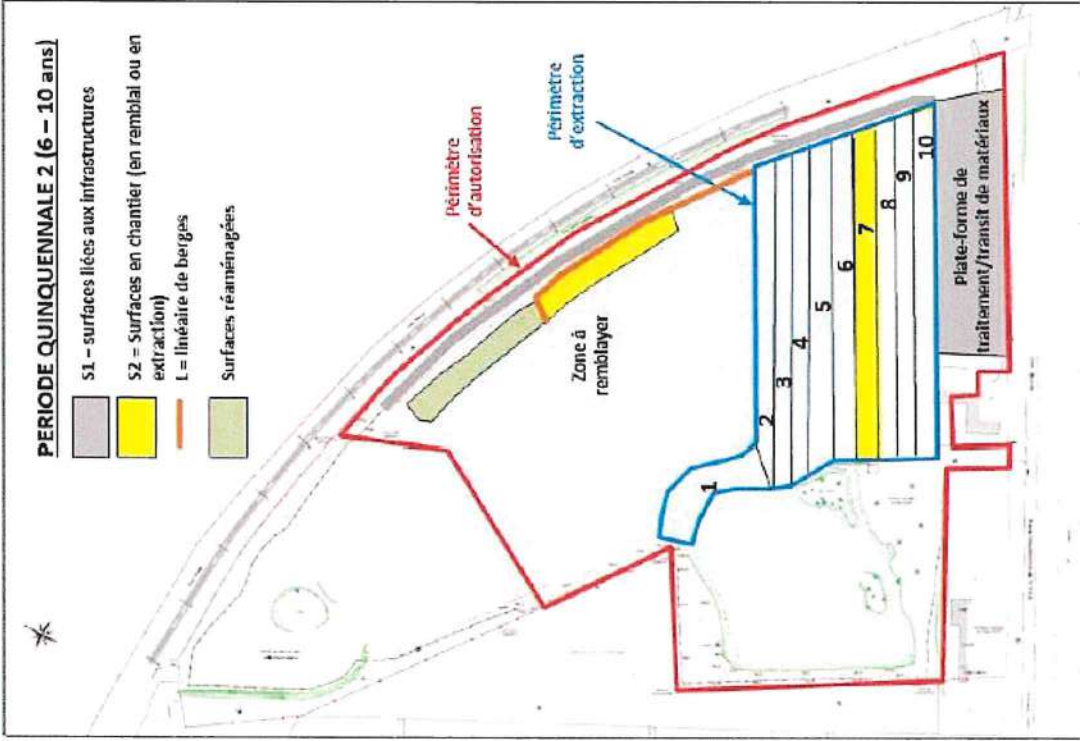
SARL BORGHESE et Cie
Chamousset (73)

Calcul du montant des garanties financières

Phase quinquennale n°2 : 5 à 10 ans

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha)	SURFACE A REAMENAGER (ha)	COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1 15555	S1 1,1	17 110,50 €
Surfaces en chantier	C2 34070	S2 1,2	40 884,00 €
Surfaces de front	C3 47	L 700	32 900,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			90 894,50 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA ₀) / (1 + TVA ₀)			1,192
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			108 343,81 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	Index (Fév. 2022)	118,8
Index ₀	100	
TVA ₀	0,2	
TVA ₀	0,196	
Soit	alpha =	1,192



PERIODE QUINQUENNALE 3

SARL BORGHESE et Cie

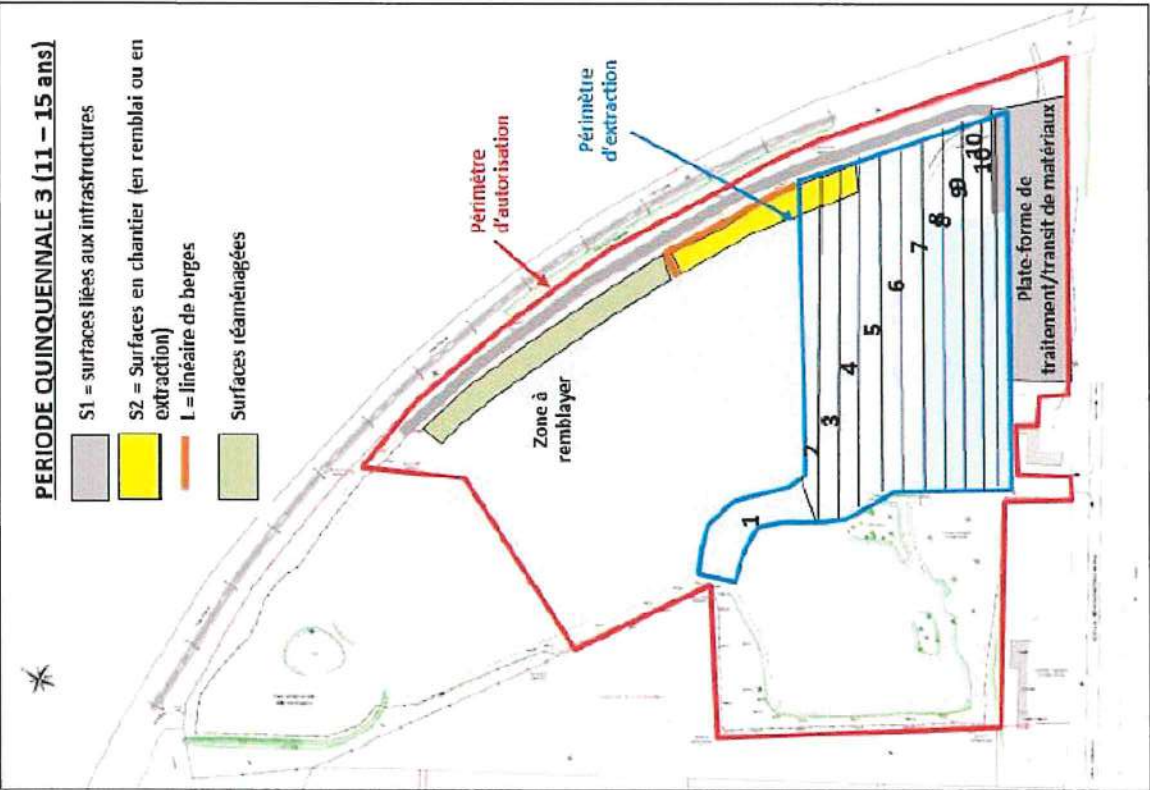
Chamousset (73)

Calcul du montant des garanties financières

Phase quinquennale 3 : 11 à 15 ans

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha)	SURFACE A REAMENAGER (ha)	COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1 15555	S1 1,1	17 110,50 €
Surfaces en chantier	C2 34070	S2 0,6	20 442,00 €
Linéaire de berges	C3 47	L 200	9 400,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			46 952,50 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA _A) / (1 + TVA ₀)			1,192
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			55 966,12 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	Index (Fév. 2022)	118,8
	Index ₀	100
	TVA _A	0,2
	TVA ₀	0,196
Soit	alpha =	1,192



ANNEXE 8 : CRITÈRES À RESPECTER POUR L'ACCEPTATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES SOUMIS A LA PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE (ARTICLE 7.2.2.2)

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter (annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014) :

Paramètre exprimée en mg/kg de matière sèche	Valeur limite à respecter
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure (1)	10
Sulfate	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14 405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14 405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre exprimée en mg/kg de déchet sec	Valeur limite à respecter
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement



Le préfet de la Savoie,
Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du
01 AOUT 2022
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART

**ANNEXES à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2022-052
du
portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter
une carrière alluvionnaire en eau**

SARL Louis BORGHESE et Cie
Commune de Chamousset (73390)

ANNEXE 1 : PLAN DE LA SITUATION ET PLAN PARCELLAIRE

ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION (EXTRACTION + REMBLAIEMENT)

**ANNEXE 3 : PLAN DE LOCALISATION DES PLATEFORMES DE TRANSIT ET DE TRAITEMENT DE
MATÉRIAUX (RUBRIQUES ICPE 2515 ET 2517)**

ANNEXE 4 : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DE BRUIT

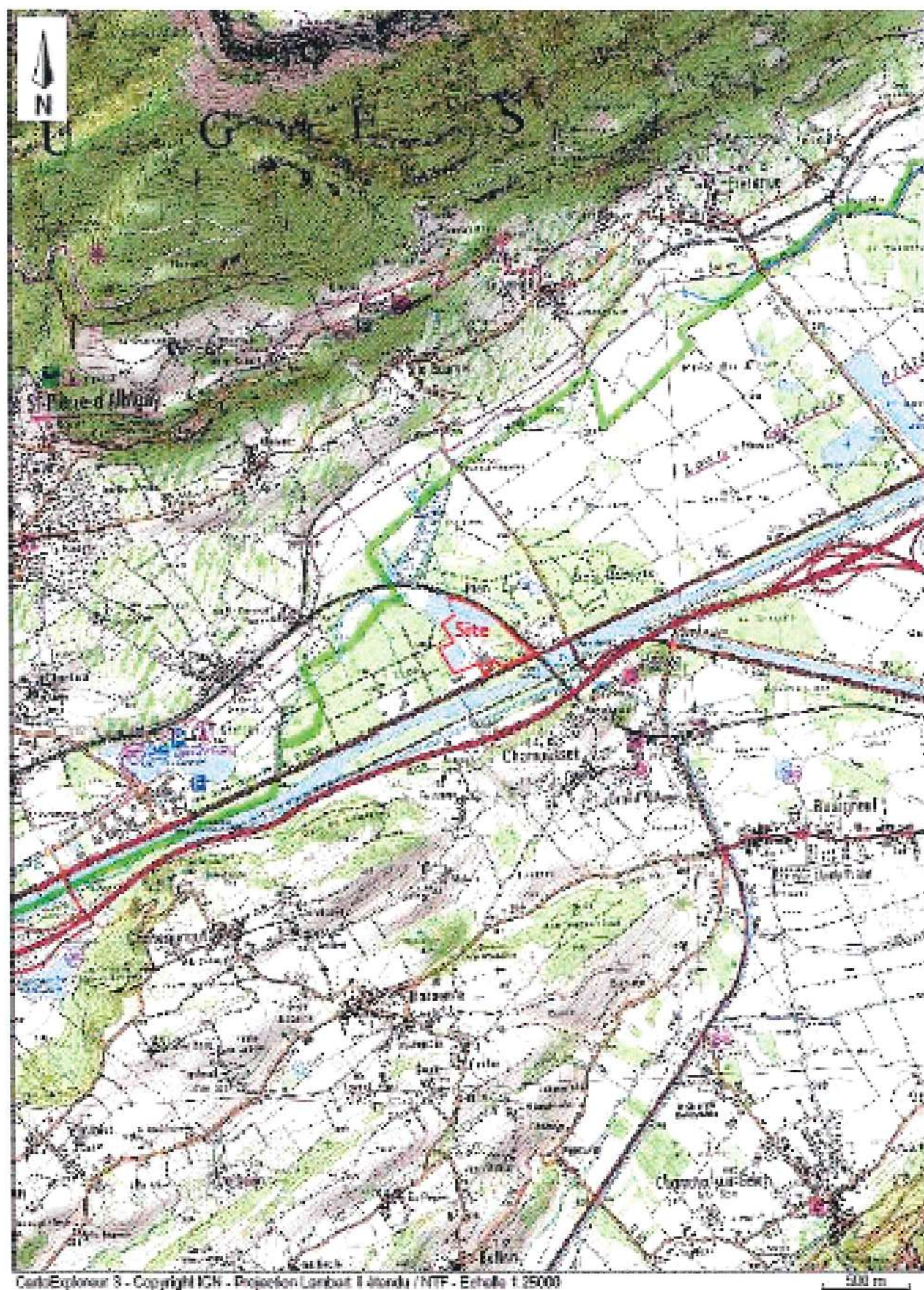
**ANNEXE 5 : PLAN DE LOCALISATION DES OUVRAGES DE SUIVI DES EAUX SUPERFICIELLES ET
SOUTERRAINES (PIÉZOMÈTRES, PUIT, ÉCHELLES LIMNIMÉTRIQUES)**

ANNEXE 6 : PLANS DE REMISE EN ÉTAT (SELON LE SCÉNARIO RÉALISÉ)

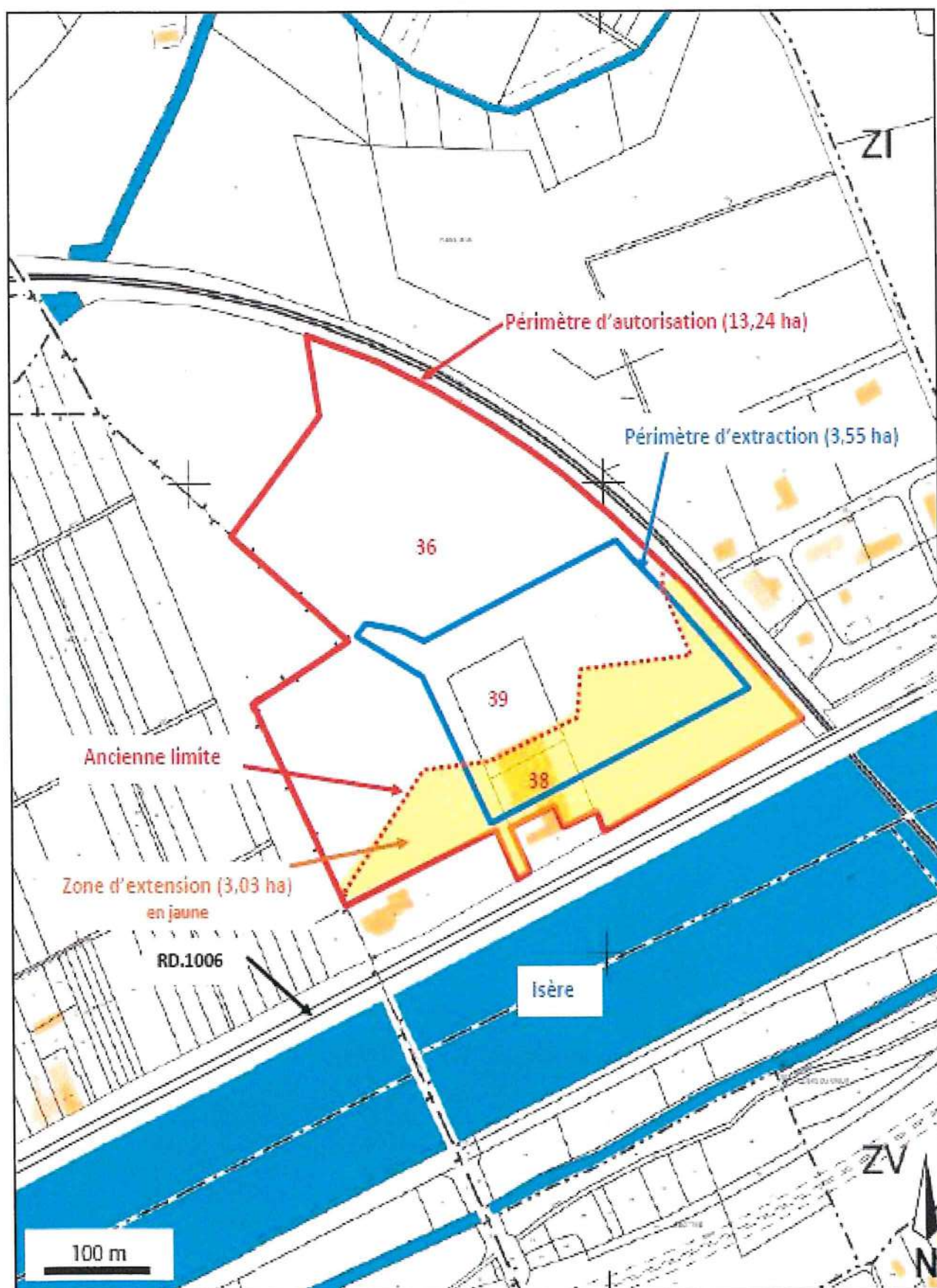
**ANNEXE 7 : DÉTERMINATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES (SUR LA BASE
D'UNE HYPOTHÈSE HAUTE SOIT POUR 450 000 M³ DE REMBLAIS ADMIS**

**ANNEXE 8 : CRITÈRES À RESPECTER POUR L'ACCEPTATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX
INERTES SOUMIS A LA PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE (ARTICLE 7.2.2.2)**

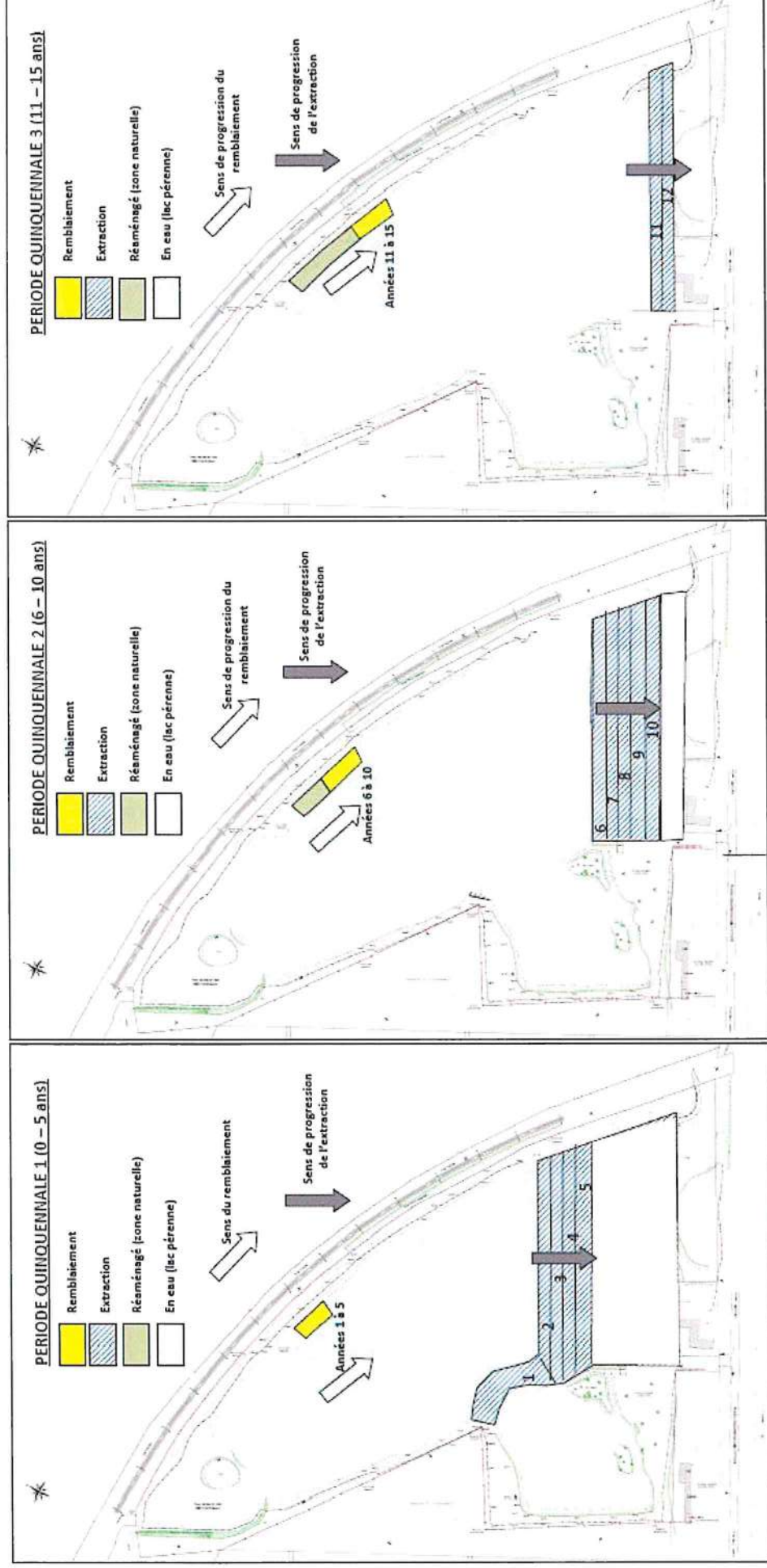
ANNEXE 1 : PLAN DE LA SITUATION



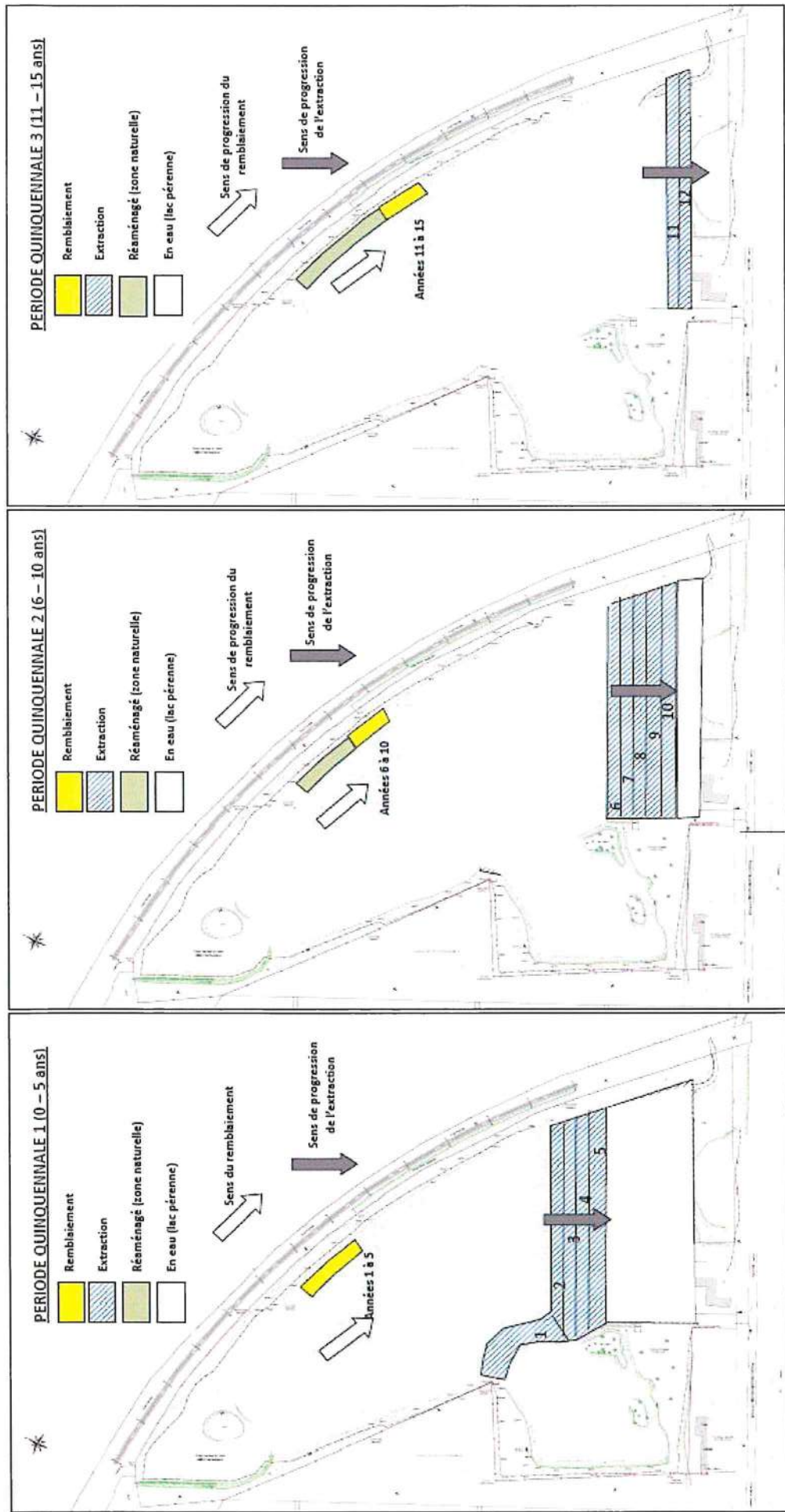
PLAN PARCELLAIRE



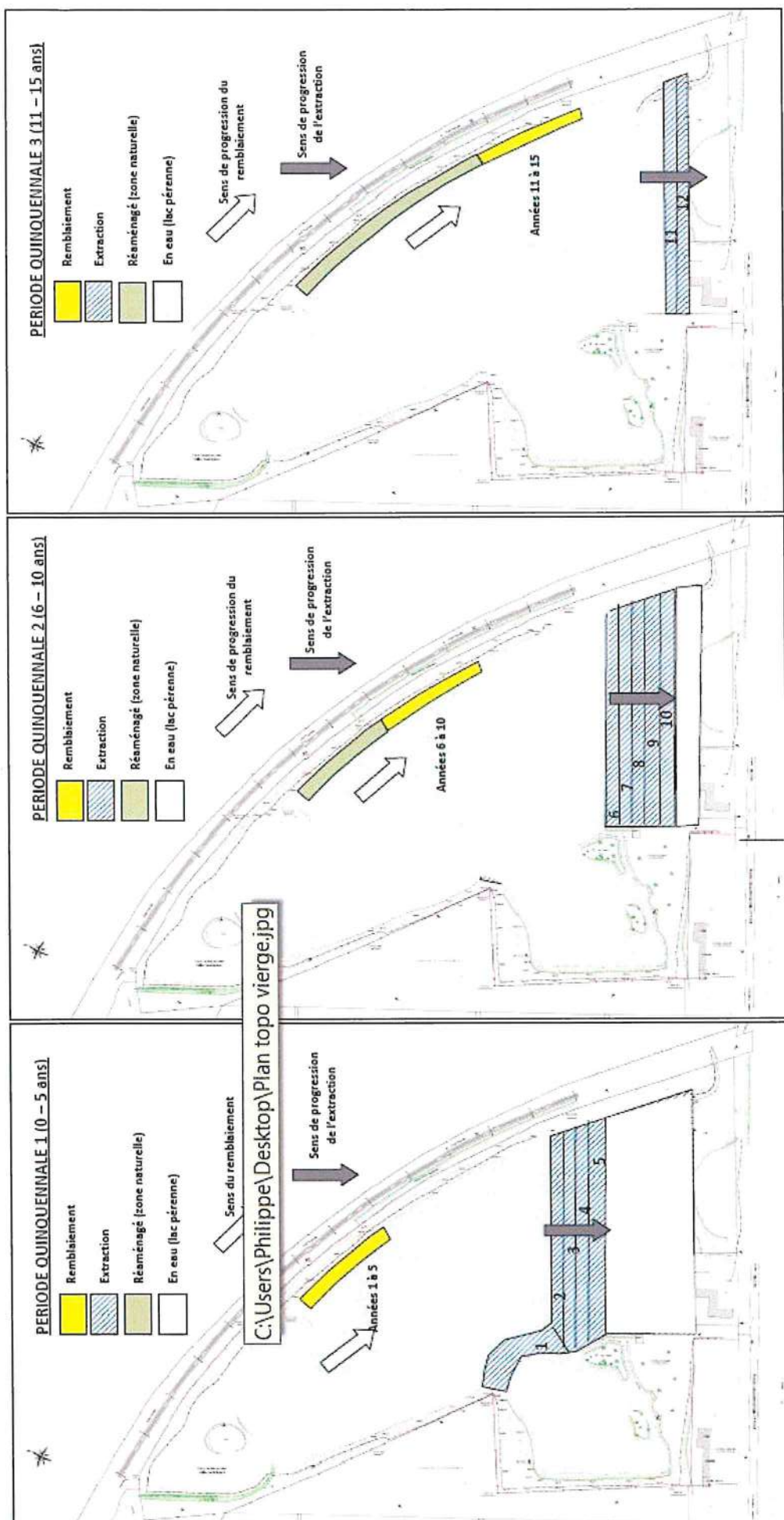
ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION (EXTRACTION + REMBLAIEMENT)



Plan de phasage général pour 150 000 m³ d'inertes importés (hypothèse basse, seule hypothèse engageante pour l'exploitant)

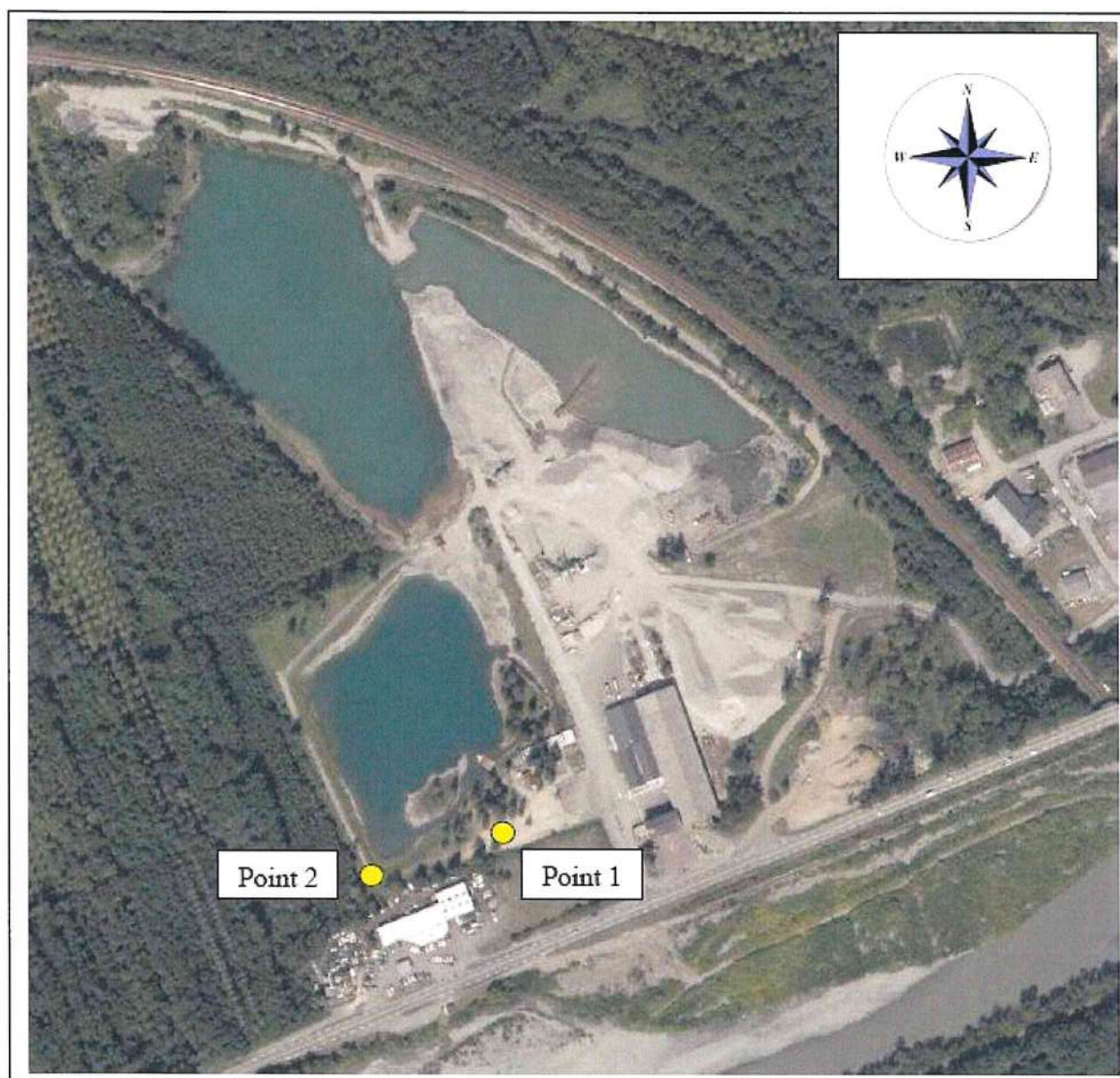


Plan de phasage général pour 300 000 m³ d'inertes importés (hypothèse moyenne)



Plan de phasage général pour 450 000 m³ d'inertes importés (hypothèse haute)

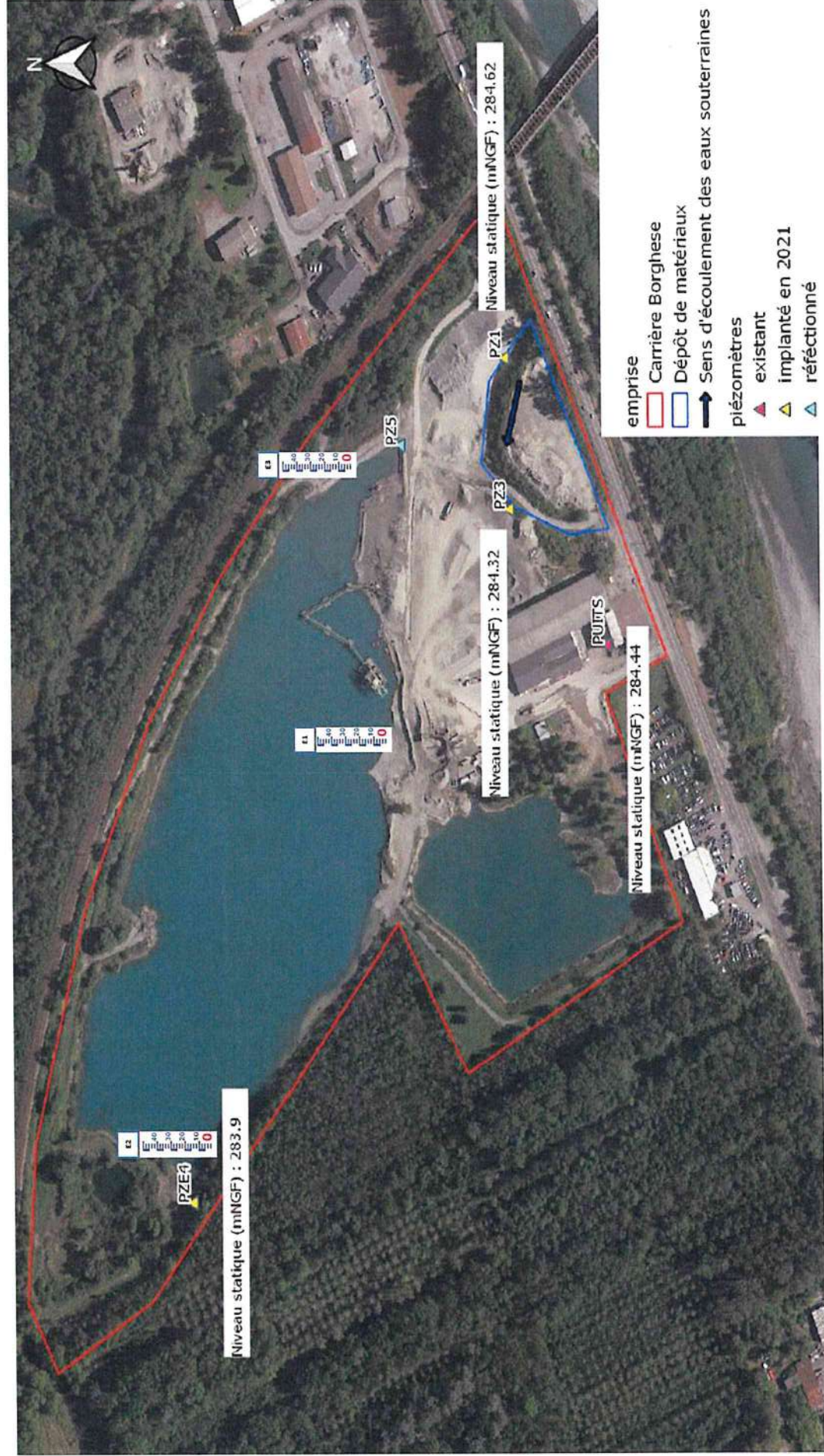
ANNEXE 4 : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DE BRUIT



Points 1 et 2 : Mesures en limite de propriété

Point 2 : Mesures en Zone à Émergence Réglementée (ZER)

ANNEXE 5 : PLAN DE LOCALISATION DES OUVRAGES DE SUIVI DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES (PIÉZOMÈTRES, PUIT, ÉCHELLES LIMNIMÉTRIQUES)

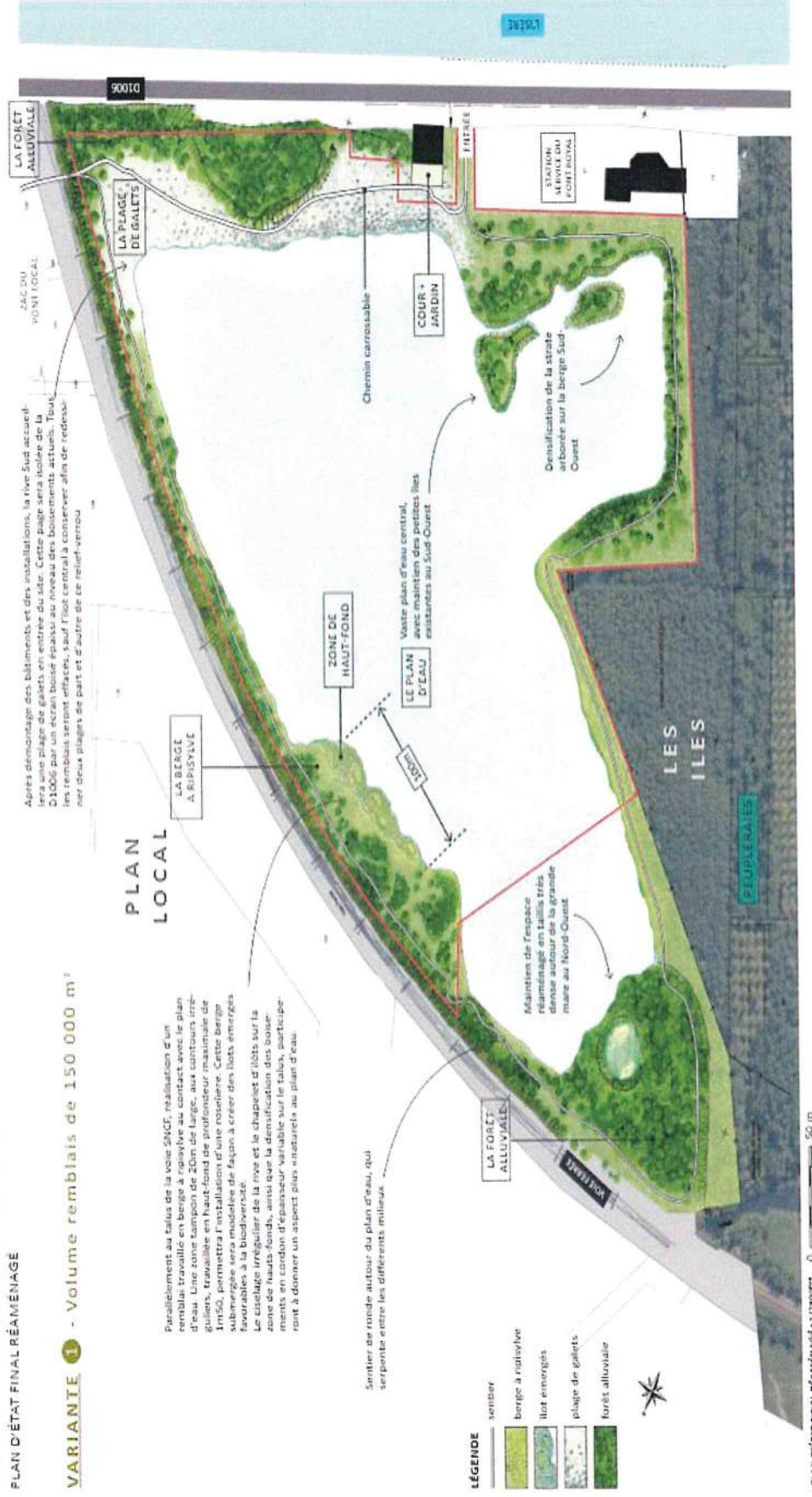


ANNEXE 6 : PLANS DE REMISE EN ÉTAT (SELON LE SCÉNARIO RÉALISÉ)

PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ

VARIANTE 1 - Volume remblais de 150 000 m³

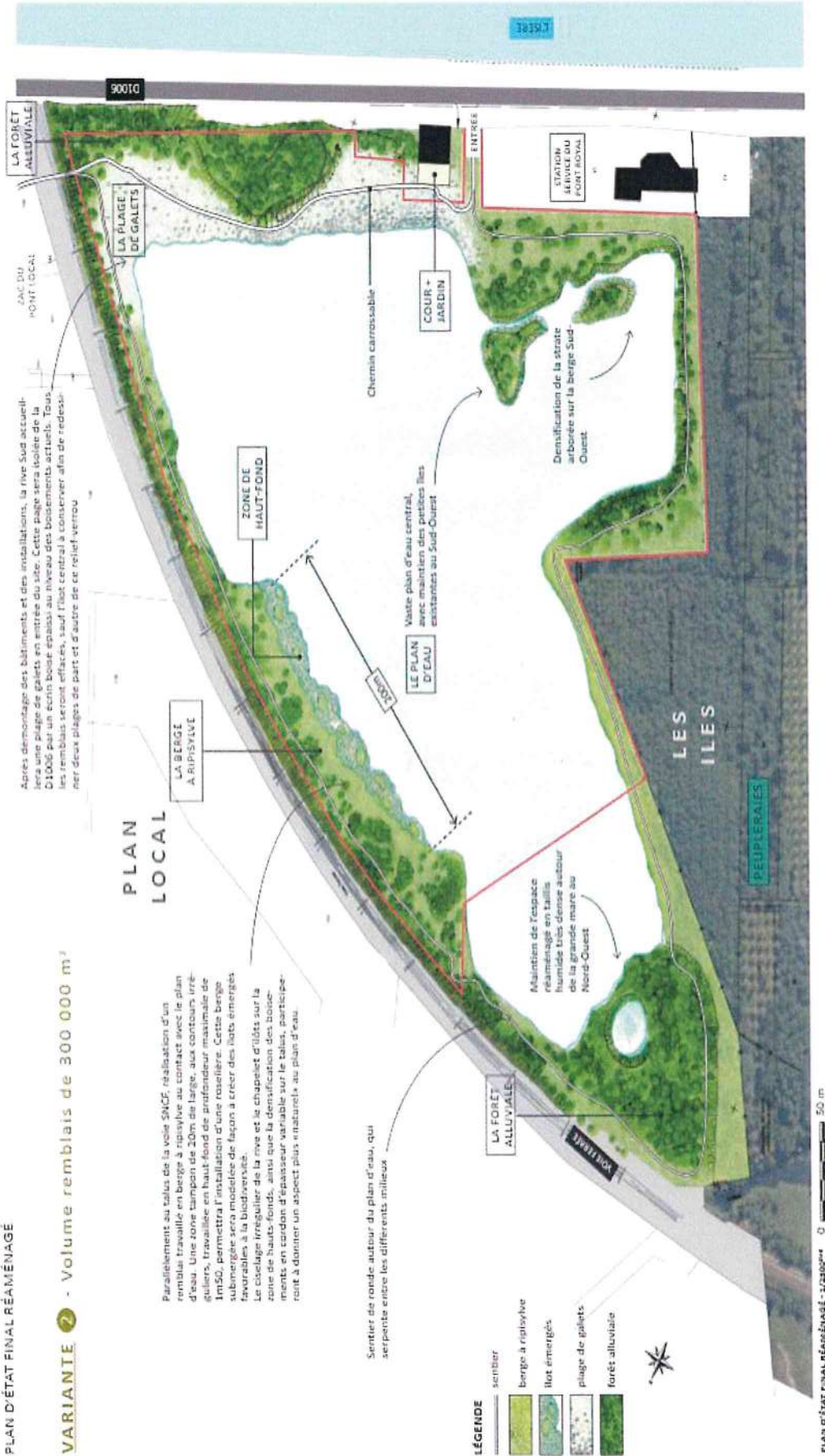


SARL LOUIS BORGHÈSE ET CIE
PONT ROYAL - 73390 CHAMOUSSET

PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ

VARIANTE 2 - Volume remblais de 300 000 m³



SARL LOUIS BORGHÈSE et Cie
PONT ROYAL - 73390 CHAMOUSSET

PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ

VARIANTE 3 - Volume remblais de 450 000 m³

PLAN LOCAL

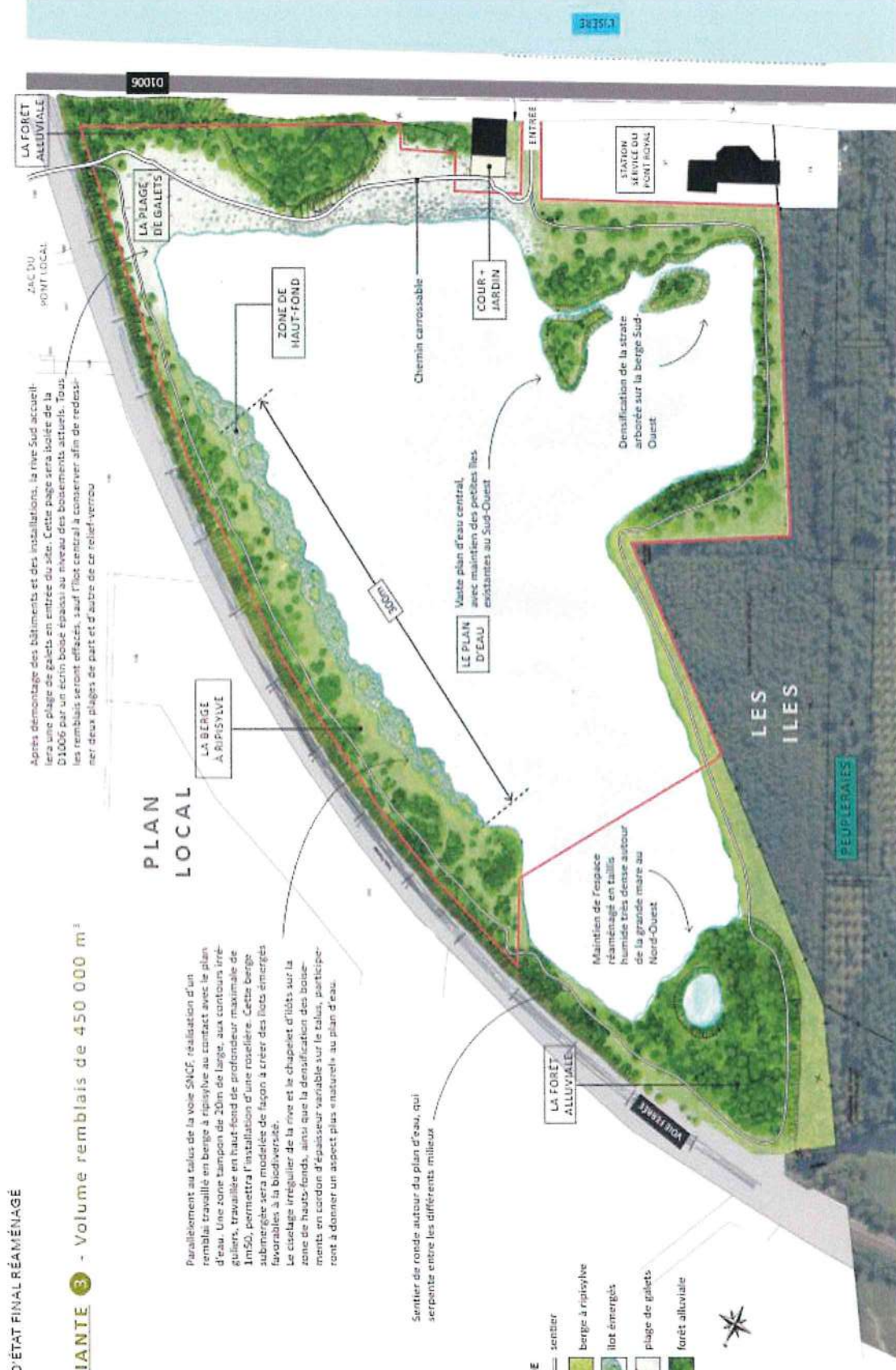
Parallèlement au talus de la voie SNCF, réalisation d'un remblai travaillé en berge à ripsylve au contact avec le plan d'eau. Une zone tampon de 20m de large, aux contours irréguliers, travaillée en haut-fond de profondeur maximale de 1m50, permettra l'installation d'une roselière. Cette berge submergée sera modelée de façon à créer des îlots émergents favorables à la biodiversité.

Le cloilage irrégulier de la rive et le chapelet d'îlots sur la zone de hauts-fonds, ainsi que la densification des boisements en cordon d'épaisseur variable sur le talus, participeront à donner un aspect plus « naturel » au plan d'eau.

Sentier de ronde autour du plan d'eau, qui serpente entre les différents milieux

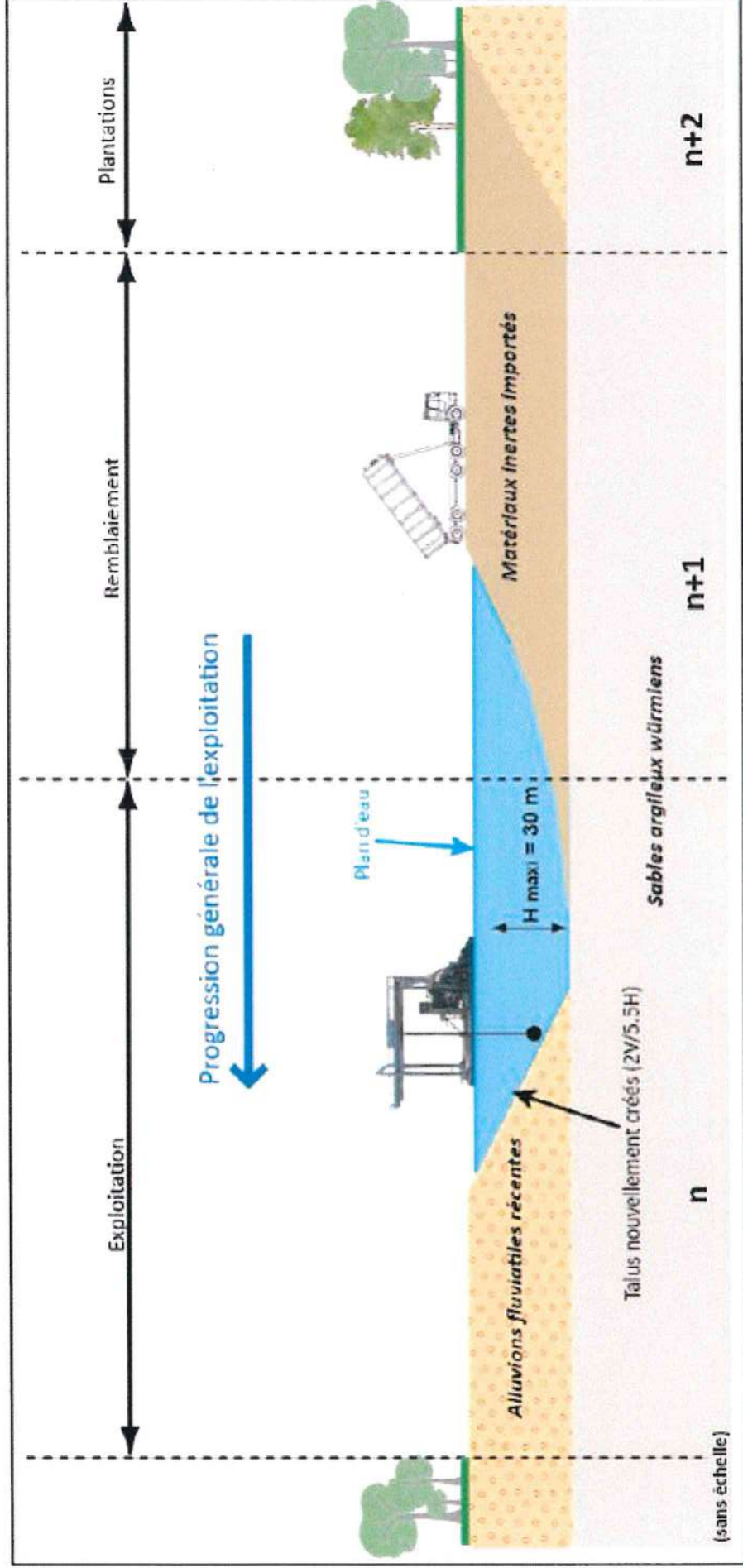
LÉGENDE

- sentier
- berge à ripsylve
- îlot émergents
- plage de galets
- forêt alluviale



PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ - 1/2500^{ème} 0 50 m

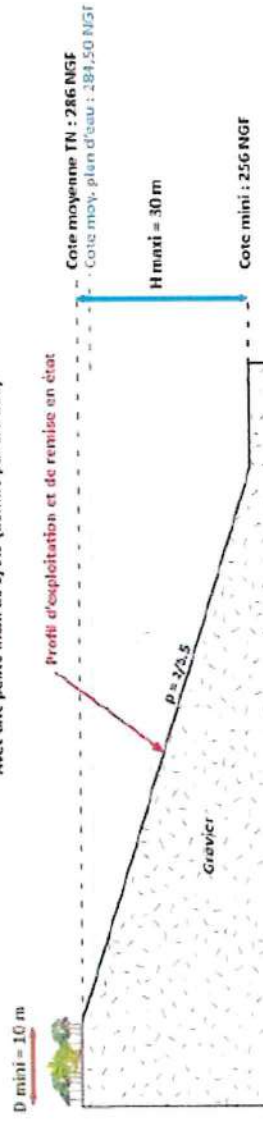
Principe schématique d'exploitation



Profils des 3 types de berges présentes sur le site

PROFIL TYPE DE BERGES NOUVELLEMENT CREEES

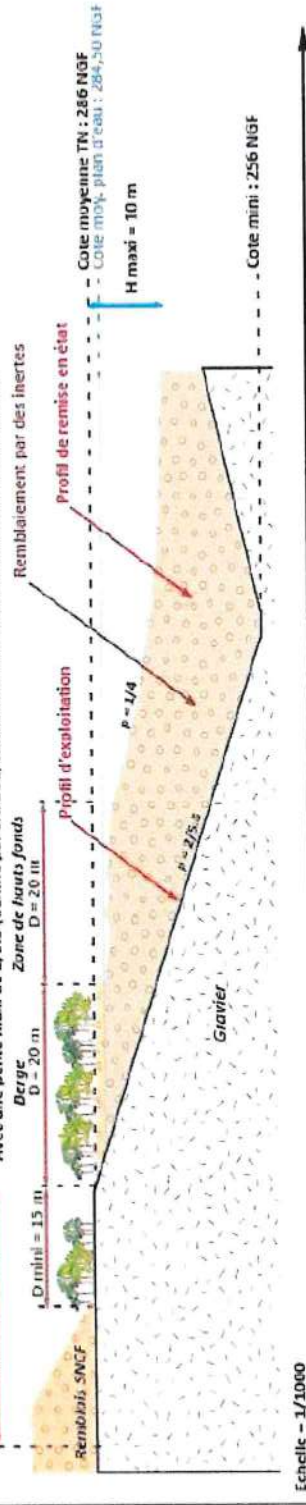
Avec une pente maxi de 2/5.5 (définie par SAFEGE)



Echelle = 1/1000

PROFIL TYPE DE BERGES NOUVELLEMENT CREEES COTE REMBLAI SNCF

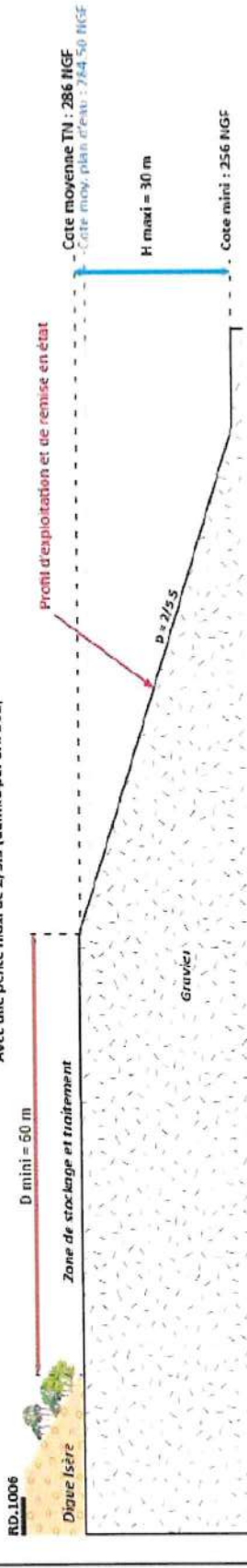
Avec une pente maxi de 2/5.5 (définie par SAFEGE) surmontée d'une couche d'inertes finissant à plat



Echelle = 1/1000

PROFIL TYPE DE BERGES NOUVELLEMENT CREEES COTE DIGUE RD.1006

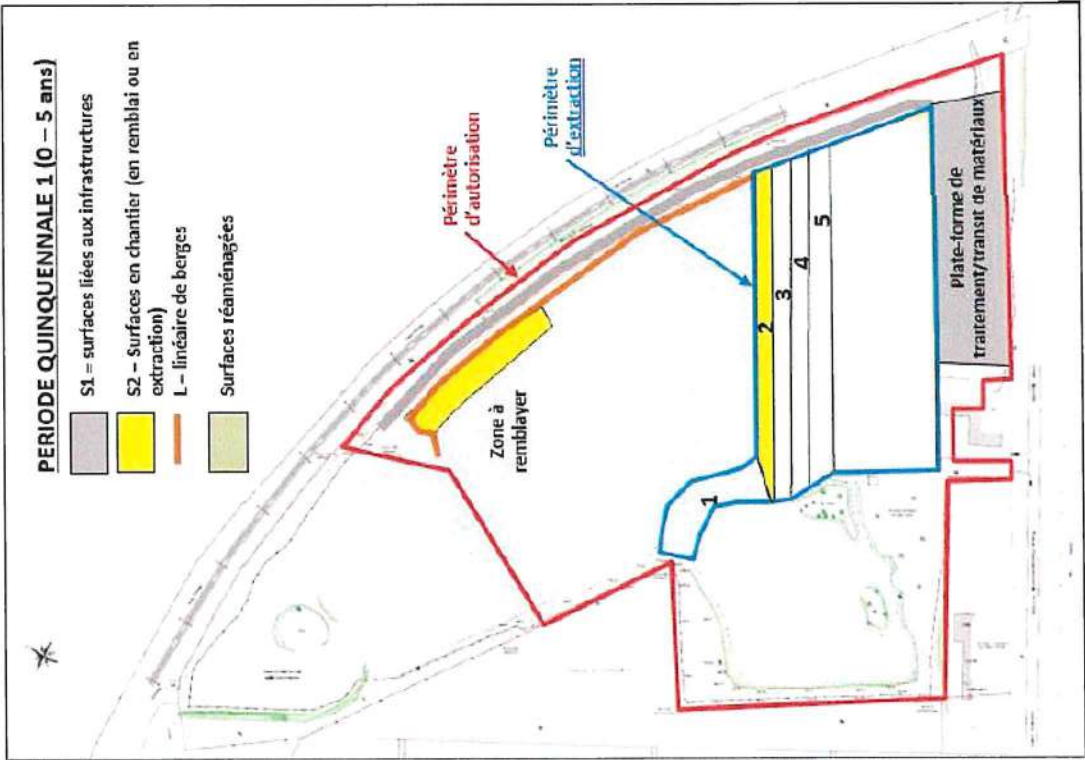
Avec une pente maxi de 2/5.5 (définie par SAFEGE)



Echelle = 1/1000

ANNEXE 7 : DÉTERMINATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES (SUR LA BASE D'UNE HYPOTHÈSE HAUTE SOIT POUR 450 000 M³ DE REMBLAIS ADMIS

(sur la base d'une hypothèse haute soit pour 450 000 m³ de remblais admis)



PERIODE QUINQUENNALE 1

SARL BORGHESE et Cie
Chamousset (73)

Calcul du montant des garanties financières

Phase quinquennale n°1 : 0 à 5 ans

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha)	SURFACE A REAMENAGER (ha)	COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1 15555	S1 1,6	24 888,00 €
Surfaces en chantier	C2 34070	S2 1,8	61 326,00 €
Surfaces de front	C3 47	L 700	32 900,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			119 114,00 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA _h) / (1 + TVA ₀)			1,192
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			141 980,70 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	Index (Fev. 2022)	118,8
	Index ₀	100
	TVA _h	0,2
	TVA ₀	0,196
Soit	alpha =	1,192

PERIODE QUINQUENNALE 2

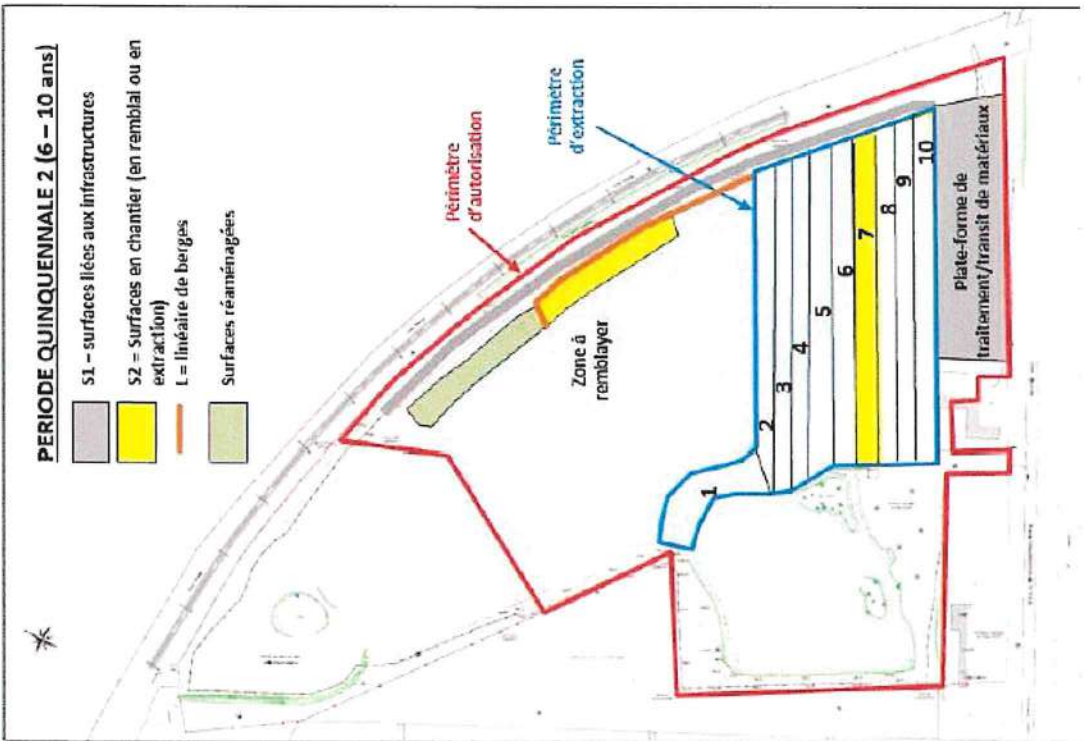
SARL BORGHESE et Cie
Chamousset (73)

Calcul du montant des garanties financières

Phase quinquennale n°2 : 5 à 10 ans

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha)	SURFACE A REAMENAGER (ha)	COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1 15555	S1 1,1	17 110,50 €
Surfaces en chantier	C2 34070	S2 1,2	40 884,00 €
Surfaces de front	C3 47	L 700	32 900,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			90 894,50 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA ₀) / (1 + TVA ₀)			1,192
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			108 343,81 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	Index (Fév. 2022)	118,8
Index ₀	100	
TVA ₀	0,2	
TVA ₀	0,196	
Soit	alpha =	1,192



PERIODE QUINQUENNALE 3

SARL BORGHESE et Cie

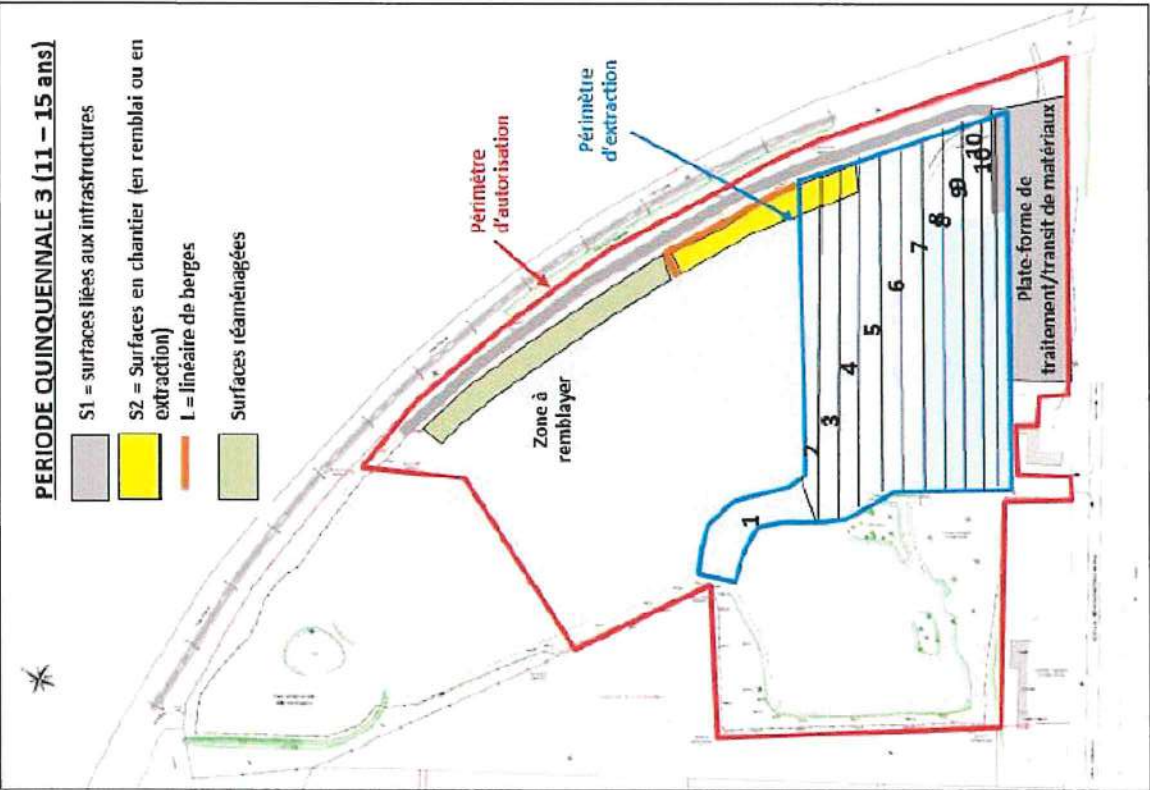
Chamousset (73)

Calcul du montant des garanties financières

Phase quinquennale 3 : 11 à 15 ans

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha)	SURFACE A REAMENAGER (ha)	COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1 15555	S1 1,1	17 110,50 €
Surfaces en chantier	C2 34070	S2 0,6	20 442,00 €
Linéaire de berges	C3 47	L 200	9 400,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			46 952,50 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA _A) / (1 + TVA ₀)			1,192
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)			55 966,12 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	Index (Fév. 2022)	118,8
	Index ₀	100
	TVA _A	0,2
	TVA ₀	0,196
Soit	alpha =	1,192



ANNEXE 8 : CRITÈRES À RESPECTER POUR L'ACCEPTATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES SOUMIS A LA PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE (ARTICLE 7.2.2.2)

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter (annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014) :

Paramètre exprimée en mg/kg de matière sèche	Valeur limite à respecter
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure (1)	10
Sulfate	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14 405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14 405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre exprimée en mg/kg de déchet sec	Valeur limite à respecter
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	